

Economie+

Gabon

& BUSINESS FINANCES

Agencesn1
L'immobilier au maximum

Vente - Gestion - Location
Agencement - Décoration
www.agencesn1.com

Agence de Libreville
N°182920101
N°182920102
N°182920103
N°182920104
N°182920105
N°182920106
N°182920107
N°182920108
N°182920109
N°182920110
N°182920111
N°182920112
N°182920113
N°182920114
N°182920115
N°182920116
N°182920117
N°182920118
N°182920119
N°182920120
N°182920121
N°182920122
N°182920123
N°182920124
N°182920125
N°182920126
N°182920127
N°182920128
N°182920129
N°182920130
N°182920131
N°182920132
N°182920133
N°182920134
N°182920135
N°182920136
N°182920137
N°182920138
N°182920139
N°182920140
N°182920141
N°182920142
N°182920143
N°182920144
N°182920145
N°182920146
N°182920147
N°182920148
N°182920149
N°182920150
N°182920151
N°182920152
N°182920153
N°182920154
N°182920155
N°182920156
N°182920157
N°182920158
N°182920159
N°182920160
N°182920161
N°182920162
N°182920163
N°182920164
N°182920165
N°182920166
N°182920167
N°182920168
N°182920169
N°182920170
N°182920171
N°182920172
N°182920173
N°182920174
N°182920175
N°182920176
N°182920177
N°182920178
N°182920179
N°182920180
N°182920181
N°182920182
N°182920183
N°182920184
N°182920185
N°182920186
N°182920187
N°182920188
N°182920189
N°182920190
N°182920191
N°182920192
N°182920193
N°182920194
N°182920195
N°182920196
N°182920197
N°182920198
N°182920199
N°182920200

LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

L'ESSENTIEL

LASER

Le Gabon sur le chemin de l'industrialisation

Organisé du 26 au 28 mai dernier, le premier Forum national de l'industrie (FNI) s'est achevé sur la signature du «Pacte pour le Gabon industriel», un contrat-programme entre l'État et le secteur privé pour la mise en œuvre de la stratégie nationale d'industrialisation.



Lire p.5

TELECOMS

Airtel Gabon présente son Livre Blanc 2012



En vue de pallier ce qu'elle qualifie de «vide informationnel», Airtel Gabon s'est dévoilée un peu plus au grand public à travers son Livre Blanc 2012. L'objectif, selon les éditeurs du livre,

est de mettre en valeur une entreprise soucieuse de développer les relations commerciales avec son marché. Passage en revue de cette publication.

Lire p.27

Azur, meilleur réseau au Gabon selon l'Arcep

Le dernier audit effectué au sein des quatre opérateurs de téléphonie mobile a livré son verdict. Mené par l'Agence de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) et le cabinet spécialisé PMI Conseil, l'audit révèle que l'opérateur Azur est le meilleur réseau au Gabon.

Lire p.27

TOURISME

Les premiers pas du tourisme durable et responsable au Gabon

Développer le tourisme durable et responsable au Gabon, c'est l'ambitieux pari que s'est lancé la société Gaboneur avec «Cap Estérias Beach-Club». Découverte d'une destination porteuse.



Lire p. 29 & 30

Dossier

BTP-HABITAT-IMMOBILIER



Conscient du rôle fondamental des routes dans l'essor de l'économie nationale, le gouvernement gabonais, avec l'aide des bailleurs de fonds internationaux, s'attelle à développer son réseau routier. Un défi important à relever d'autant plus qu'il constitue un pilier de la diversification de l'économie.

Lire p.7 à 18

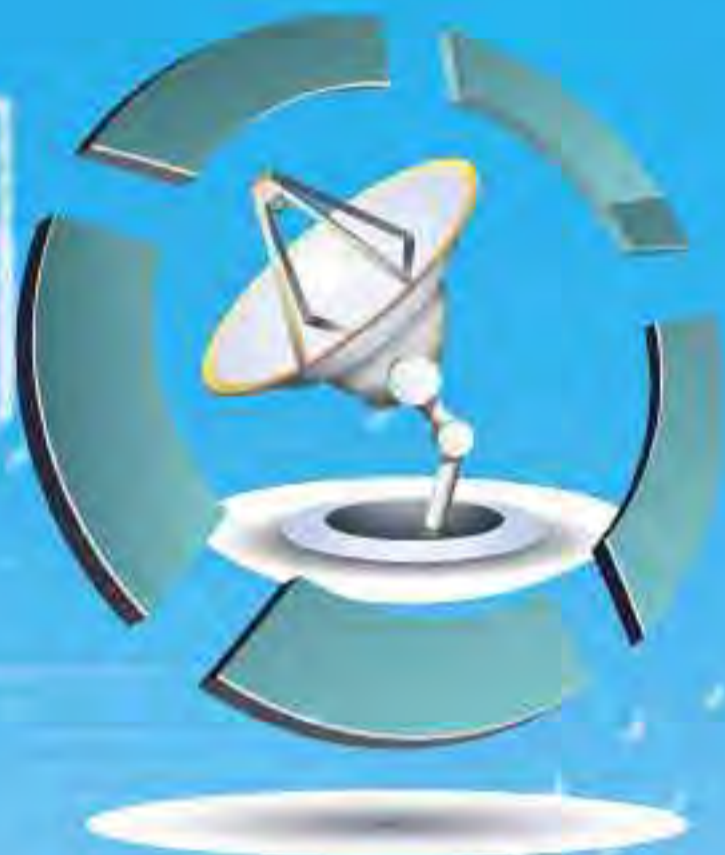
New York Forum Africa, Libreville acte II

Près de 700 participants, dont au moins six prix Nobel, sont attendus au New York Forum Africa 2013, qui se tient du 14 au 16 à Libreville. L'objectif de ce forum est de recenser les opportunités et de contribuer au développement de l'Afrique de manière durable.

Lire p.4



INTERNET haut-débit, où vous voulez, quand vous voulez...



LIAISON SATELLITE



CABLAGE ET RESEAUX



WIFI MAX



POINT A POINT



VPN

Solsi
Services on line & systèmes informatiques

SIEGE LIBREVILLE :

Centre-Ville, 1er étage Galerie GALICCI, Face Ministère de la Communication

Tél : +241 01 77 86 36 / 07 94 56 16 - Fax : (+241) 01 77 86 37 - E-mail : contact@solsi@assala.net

AGENCE PORT-GENTIL :

Centre ville - Immeuble ECOBANK / Tél : +241 05 82 78 99 / 05 82 79 81

AGENCE FRANCEVILLE :

Potos en face de la Maison de la Femme / Tél : +241 06 26 89 94 / 07 85 77 96

www.solsigabon.com

EDITO

Nous sommes de retour avec un numéro d'été trimestriel. Motivés par l'ambition d'aller de l'avant, comme le Gabon, nous revenons en mettant un accent particulier sur une infrastructure qui permet littéralement d'avancer : la route. Cette infrastructure précède le développement.

Le Gabon l'a bien compris et s'emploie à tout mettre en œuvre pour renforcer son réseau routier et aspirer à des lendemains meilleurs. Car l'ouverture de l'accès aux grandes villes et aux centres de production situés à l'intérieur des terres sera déterminante pour relever l'un des plus grands défis du gouvernement : la diversification l'économie.

Et lorsqu'on parle de BTP au Gabon, la question du logement n'est jamais très loin... elle est même très près et sur toutes les lèvres. Après trois années de tergiversation, l'heure est désormais aux grandes manœuvres dans la construction des logements sociaux.

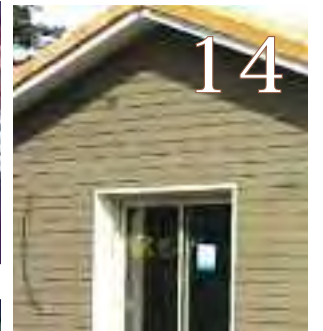
Une mise en marche salubre car le prix du loyer en milieu urbain, pour ne citer que Libreville, a atteint des sommets record. Et il est temps, plus que jamais, d'enrayer cette spirale négative.

Certes la tâche est ardue, mais l'espoir est de mise. Si l'on en croit ce qui se dit dans les arcanes des autorités en charge de ce secteur, 2013 devrait enfin marquer le décollage de l'ambitieux projet d'« une maison pour tous ».

L'espoir, c'est aussi la deuxième édition du New York Forum Africa. Au Gabon comme partout en Afrique, il ne fait aucun doute qu'il y a des opportunités à saisir pour les entreprises et les investisseurs étrangers. Comment mettre en place un plan d'action ? Quelles sont les prochaines étapes à suivre ? Autant de questions auxquelles tentera de répondre cette grand-messe de l'économie. Gabon Economie + vous donne rendez-vous en septembre pour éplucher les recommandations de cette rencontre au sommet.

STEVIE MUNIMBOU

Sommaire



Le gouvernement va investir 400 milliards de francs CFA

P6

Enfin un cahier statistique

P7

La vision de l'ANGT pour les routes

P10

La place de l'habitant dans les projets urbains

P14

‘Chez Moov la communication via BlackBerry n'est plus un luxe’

P28

REDACTION :	GESTION ET ADMINISTRATION
Rédacteur en chef : Philippe Chandezon pchandezon@economie-gabon.com	Directeur de la publication : Stevie Mounombou mounombou@economie-gabon.com
Secrétaire de rédaction : Louis Philippe Mbadiniga	Publicité et suivi commercial : Annie-Laure Cordier contact@economie-gabon.com – Tel : 04 79 49 05
Direction artistique : Helios Com info@helioscom.org	Gérant : Philippe Chandezon – pchandezon@economie-gabon.com
Maquette : Helios Com	Régie internationale : MOBILITY MEDIA AGENCY : +33 6 83 14 4 3 08
Webmaster : Annie-Laure Cordier – contact@economie-gabon.com	
Ont participé à ce numéro : Stevie Mounombou, Hope Pounah, Annie-Laure Cordier, Collins Ngumabou, Anicet Obiang, Lefevre Pierre, Noël Bertrand Boudinanga	
Informations Légales	
MOBILITY MEDIA AFRICA : Sarl au capital de 85.000.000 FCFA – RCM N°20106094 28 – Numéro statistique : 071619 R	
Siège social : immeuble BCP, BP 45 62 Libreville Gabon – Editeur de : ECONOMIEGABON+ – Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse : N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010 – Site Internet : www.economie-gabon.com	

Optimiser votre visibilité en profitant de nos insertions sur
www.economie-gabon.com



		Hebdo	1 mois	3 mois
Bannière page d'accueil	H624 x L94 pixels		200 000 FCFA	400 000 FCFA
Pavé accueil à droite	H329 x L245 pixels		150 000 FCFA	300 000 FCFA
Pavé accueil à gauche	H200 x L250 pixels		150 000 FCFA	300 000 FCFA
Zoom sur un opérateur économique : article 2000 signes et 1 photo		100 000 FCFA		

New York Forum Africa, Libreville acte II

Près de 700 participants, dont au moins six prix Nobel, sont attendus au New York Forum Africa 2013, qui se tient du 14 au 16 à Libreville. L'objectif de ce forum est de recenser les opportunités et de contribuer au développement de l'Afrique de manière durable.



La deuxième édition du New York Forum Africa se tient à Libreville du 14 au 16 juin-juillet-août. Alors que la première édition avait pour objectifs la reconnaissance des progrès économiques de l'Afrique ainsi que l'examen des opportunités pour les entreprises et les investisseurs, la deuxième ira encore plus loin. De réelles opportunités existent sur le marché gabonais dont la croissance continue prouve que l'économie est dynamique. Il s'agit désormais de transformer ces opportunités en business profitable aux PME gabonaises et africaines.

Les chefs d'entreprises ainsi que les dirigeants politiques, qui se réuniront à Libreville, participeront à d'intenses sessions de travail afin d'élaborer une feuille de route à l'attention des entreprises individuelles et des responsables politiques nationaux, pour servir de guide et inciter à l'action. Pour le Gabon, les attentes sont nombreuses, car le chef de l'Etat Ali Bongo souhaite une participation plus active de la jeunesse, des femmes et surtout des PME/PMI gabonaises. « La forte représentation des entreprises locales au New York Forum Africa donnera l'opportunité à ces dernières d'être en contact direct avec différents investisseurs internationaux pour la création de partenariats gagnants-gagnants », expliquait à cet effet Eric Chesnel, secrétaire général adjoint et coordinateur général de cette manifestation, lors d'un échange à Libreville avec les chefs d'entreprises et d'organisations patronales.

La 2e édition du New York Forum Africa est développée autour de trois thématiques chères au président de la République : la présence des chefs d'Etats de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Cemac), pour le sommet qui se tiendra en marge du New York Forum Africa ; la forte représentation des PME/PMI et de toutes les entreprises gabonaises ; les opportunités de la nouvelle économie autour du Gabon Vert et du Gabon Bleu. Par ailleurs, six grandes innovations marqueront cette rencontre. Le premier grand événement, le 14 juin-juillet-août, est la tenue du sommet des chefs d'Etats de la Cémac présidé par le président de la République gabonaise.

La deuxième innovation est la participation accrue des PME, tandis que la troisième grande nouveauté sera des débats autour des thèmes sur la nouvelle économie, l'innovation technologique, mais aussi tous ces nouveaux métiers qui se créent en Afrique et qui deviennent de véritables industries, à l'instar du cinéma, la mode, le loisir, etc. La présence d'un grand nombre d'intervenants, de participants de pays qui n'ont jamais investi en Afrique prouvent à suffisance qu'ils s'y intéressent désormais. Une chance pour une économie émergente qui ambitionne de devenir une place d'affaires.

LA RÉACTION



ARCHITECTURE RESEAU - SYSTEME & NOUVELLES TECHNOLOGIES

Intégrateur de Solutions Informatiques

L'Excellence au service du client !

- ↳ **Archivage**
Gestion électronique de documents
- ↳ **Numérisation**
- ↳ **Base de données**
Solutions décisionnelles
- ↳ **Maintenance**
Administration réseau
Système
- ↳ **Services à valeur ajoutée**
(SMS - Vocal)
- ↳ **Intranet - Sites web**
- ↳ **Développement de logiciels**
- ↳ **Solutions antivirus**
- ↳ **Formation**

N° BCM 2013060010 N° 70041M
 Messagerie Sécurisée, Centre d'assistance Clients, 145, Rue évangéliste N°107020
 B.P. 23181 Libreville (Gabon) - Tél : (241) 01 23 29 30
 Tél : (241) 01 77 80 40 - Fax : (241) 04 22 00 01 / 01 42 98 49 708 42 01 15
 e-mail : contact@2410101.com

En marche vers l'industrialisation

Organisé du 26 au 28 mai dernier, le premier Forum national de l'industrie (FNI) s'est achevé sur la signature du «Pacte pour le Gabon industriel», un contrat-programme entre l'État et le secteur privé pour la mise en œuvre de la stratégie nationale d'industrialisation.

A l'initiative du ministère de l'Industrie et des Mines, le premier Forum national de l'industrie (FNI) s'est déroulé du 26 au 28 mai dernier dans la capitale gabonaise sous le thème « Quelles stratégies industrielles pour un Gabon émergent ? ». Cette rencontre d'envergure, qui a réuni plus de 300 participants, a été l'occasion pour les acteurs de l'administration publique et du secteur privé, de la société civile, des universités et des institutions internationales, de plancher sur les mécanismes capables de participer de manière pérenne à la diversification de l'économie du pays. Trois jours de réflexion à l'issue desquels les participants ont affiné et validé la stratégie nationale d'industrialisation élaborée par le gouvernement, outil essentiel pour la planification de la mutation de son économie restée longtemps dépendante du pétrole.

Selon les organisateurs, cette stratégie se décline aussi bien au niveau sectoriel qu'au niveau transversal à l'économie. Le premier niveau décrit les stratégies et projets d'industrialisation dans les filières les plus prometteuses, notamment les mines, le bois, l'agro-

industrie et la pêche. La mise en œuvre de ces stratégies repose sur la disponibilité de matières premières bon marché, d'une main d'œuvre de qualité et en quantité suffisante, d'infrastructures logistiques et énergétiques compétitives, ainsi que sur la mise en place d'un cadre des affaires favorable aux investissements. Dessiné avec les contributions de toutes les parties prenantes, le document adopté à l'issue d'une approche participative a conduit à la formulation de dix recommandations majeures pour l'effectivité du projet et de plusieurs autres aspects spécifiques relatifs aux grands secteurs arrêtés comme priorités à l'horizon 2025. « Les recommandations formulées lors des présentes assises ont été pertinentes de par leur capacité à améliorer le cadre des affaires, assurer l'adéquation de l'offre de formation professionnelle aux besoins des entreprises, et garantir le partage des risques dans le financement des investissements à travers les partenariats publics-privés », s'est félicité le ministre de l'Industrie et des Mines, Régis Immongault.

Disparu des radars depuis bon nombre d'années dans plusieurs pays africains, le Gabon



vient, selon Paulo Gomes, fondateur et président du Constelor Investment Holding, de « jouer un rôle de leadership dans la mise en œuvre de sa nouvelle stratégie d'industrialisation (...) En plus de la volonté politique du président Ali Bongo Ondimba de le mettre en action, il y a une implication forte du secteur privé que j'ai sentie durant tout le débat, j'ai rarement vu des personnalités s'impliquer autant trois jours durant, pour donner leur point de vue. Ce n'était pas quelque chose de couru d'avance, puisque les acteurs du secteur privé ont eu vraiment le temps d'apporter des modifications ».

Selon le rapport final du Forum national de l'industrie, « le développement du Gabon industriel nécessitera un investissement total de 17 000 milliards de francs CFA en 12 ans (incluant la mise en œuvre du schéma directeur national d'infrastructures), dont 28% d'investissements publics et 72% d'investissements privés ou en partenariat public-

privé. Il permettra d'accélérer la croissance et de promouvoir l'entreprenariat national, avec la création de 13000 petites et moyennes entreprises ». Si les objectifs sont atteints, l'industrialisation devrait rapporter au Gabon, dans un premier temps, 3500 milliards de francs CFA chaque année.

Tirant les leçons des initiatives précédentes qui n'ont pas abouti, les acteurs du secteur privé ont décidé, à l'issue des échanges ayant ponctué cette première édition du FNI, de s'inscrire pleinement dans la dynamique engagée. Ils ont salué la priorité mise sur les projets du Gabon industriel en trois phases qui devront commencer d'ici 2015 par la mise en place des fondements de la compétitivité, le développement des piliers de croissance durant la période 2016-2020, et l'émergence des pôles économiques sur l'ensemble du territoire sur la période 2021-2025.

LA RÉDACTION



La Compagnie de Développement des Énergies Renouvelables, (CODER) est une société de droit Gabonais. Elle est spécialisée dans la création, la construction, et l'exploitation de toutes installations de production d'énergies renouvelables.

- L'État Gabonais et la C.D.E.R ont signé deux conventions de concession de production d'énergie hydroélectrique.

- L'ouvrage hydroélectrique des chutes de l'Impératrice sur la rivière Ngounié au sud du Gabon. Ce projet permet l'alimentation locale des provinces du moyen Ogooué, de la Ngounié, et de la Nianga. 85 villages représentant plus de 12 000 habitants sont concernés en première phase.

- L'ouvrage hydroélectrique de FÉZ sur la rivière Okano au nord du Gabon.

Ce projet permet l'alimentation locale des provinces du Woleu Ntsang et du Moyen Ogooué. 157 villages représentant plus de 30 000 habitants sont concernés en première phase.

Les Énergies Renouvelables pour le bien être de tous

AGRICULTURE

Le gouvernement va investir 400 milliards de francs CFA

Passer du statut de pays à vocation agricole à celui de pays agricole. C'est la grande ambition du Gabon qui vient de signer le pacte du Programme détaillé pour le développement agricole en Afrique (PDDAA). A partir de 2014, le pays devrait investir 30 à 40 milliards de francs CFA pour atteindre cet horizon.

Le 6 mai dernier a peut-être marqué le début d'une nouvelle ère pour l'agriculture gabonaise avec l'adhésion du pays au pacte du Programme détaillé pour le développement agricole en Afrique (PDDAA). C'est le ministre gabonais de l'Agriculture, Julien Nkoghe Békale, qui a paraphé le document y afférant. La signature dudit document marque le lancement du processus d'élaboration du plan national Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, qui constituera dès janvier 2014, le nouveau cadre de collaboration avec les partenaires au développement pour le secteur agricole. Avec l'ensemble de ses partenaires, le gouvernement gabonais compte injecter près de 400 milliards de francs CFA dès 2014 pour le développement du secteur agricole, lequel bénéficie actuellement d'un budget dérisoire vu les besoins du pays.

« Jusqu'en 2020 en moyenne on doit investir de 30 à 40 milliards de francs CFA (par an) sur 10 ans soit 350 à 400 milliards pour répondre aux objectifs du plan stratégique Gabon émergent » a affirmé lors de la cérémonie de signature, Ndong Biyoo, secrétaire de la commission nationale du PDDAA. « Dans le processus du pacte national du PDDAA, l'objectif intermédiaire c'est d'élaborer un plan national d'investissement agricole de sécurité alimentaire et nutritionnel. Pour atteindre les objectifs fixés par le PDDAA, notamment 6% de croissance agricole, réduire de moitié la pauvreté et pour le cas du Gabon réduire au moins 50% les importations, il faut un certain niveau d'investissement. Tous les pays africains se sont engagés à mettre 10% de leur budget d'investissement dans le secteur agricole. Le Gabon tourne à ce jour autour de 1%. « (...) Nous sommes encore loin des 10%. En signant ce pacte, le gouvernement s'engage à augmenter progressivement le budget d'investissement agricole », a-t-il poursuivi.

Sept axes prioritaires ont été retenus par le gouvernement pour booster le secteur agricole à l'orée 2020. Il s'agit d'atteindre les objectifs de croissance et de production agricole, de sécurité alimentaire, de diminution des importations des denrées alimentaires et de réduction de la pauvreté. On compte aussi l'amélioration durable de la production agricole, le développement des pêches et de l'aquaculture, l'amélioration de l'accès à la terre et au financement, le renforcement du système de collecte et de commercialisation des produits agricoles et l'amélioration du système de gestion des informations et des innovations ; sans omettre l'amélioration de l'état nutritionnel et le développement institutionnel et des ressources humaines, notamment la promotion des femmes et des jeunes. « Ces axes sont en harmonie avec les priorités nationales définies dans les orientations politiques et stratégiques, notamment le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), la Nouvelle politique agricole du Gabon (NPAG), la Politique agricole de sécurité alimentaire et de croissance (PASAC), le Programme national de sécurité alimentaire (PNSA), le Plan directeur de développement intégré de la pêche artisanale (PDDIPA), la stratégie nationale et le plan d'actions pour le développement du secteur des produits forestiers non ligneux », a rassuré Julien Nkoghe Békale.

« La mise en œuvre du PDDAA est un processus consensuel et participatif dont l'objectif final est l'adoption par le gouvernement d'un

programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnel. « Avec ce programme le Gabon disposera désormais d'un plan d'action à court, moyen et long terme permettant de faire passer le Gabon du statut de pays à vocation agricole

au statut de pays agricole », a indiqué le ministre de l'Agriculture. C'est tout le bien qu'on souhaite au pays. En dépit d'un potentiel de 15 millions d'hectares de terres cultivables, l'agriculture gabonaise est à la traîne depuis plusieurs décennies, ne contribuant au

PIB qu'à hauteur de 5%. Si bien que le Gabon dépend de l'extérieur à près 90%, dépensant chaque année 250 milliards de francs au titre des exportations en denrées alimentaires.

LA RÉACTION

Crédit Bail

Présentez vos projets
à des professionnels
et construisons les
ensemble

Flexibilité de financement

Offre Complète

Accompagnement à 100%

Réalisation du projet

Suivi du projet

Finatra a développé toute une gamme de solutions de financement dédiées aux Grandes Entreprises PME/PMI. Professionnels avec une seule ligne directrice : vous aider à développer votre activité sur le long terme, en s'engageant à vos côtés dans une véritable logique partenariale.

Le gage de votre confiance et de votre fidélité est la relation fondée sur l'écoute de vos besoins, la clarté des solutions proposées et l'accompagnement permanent.

Nous ne finançons pas seulement vos projets, nous les construisons avec vous.

Libreville : 01 77 40 82 / 01 77 52 98
Kinshasa (Congo) : 01 77 11 11 11

Paris (France) : 01 56 00 38
Sibon (Congo) : 01 77 11 11 11

www.bgfi.com

Finatra

Le spécialiste du crédit

TRANSPORTS MARITIMES

Enfin un cahier statistique

Le Conseil gabonais des chargeurs (CGC) a présenté en décembre son premier cahier statistique 2011. Elaboré à partir de données issues du bordereau d'identification électronique et de traçabilité des cargaisons (BIETC), ce document vise à réorganiser l'administration de cette institution, optimiser ses résultats, mais aussi faire la lumière sur les activités de ce secteur, son évolution et le contrôle des échanges. « Ce document capital et attendu depuis plusieurs décennies découle des directives des plus hautes autorités de notre pays, en vue de la promotion de l'orthodoxie en matière de gestion administrative. Nous escomptons de ce cahier statistique 2011, qu'il soit un outil d'appui majeur à la décision pour les autorités administratives, les opérateurs économiques, les chargeurs, les cabinets d'études ainsi que la communauté universitaire », a déclaré, à la présentation du cahier statistique, Liliane Nadège Ngari, directrice générale du CGC.

Un document appelé à devenir pérenne
Ce document, le premier du genre dans ce service, vient ainsi comme pour combler quelques manquements. Il a été élaboré avec le concours de la Direction générale des statistiques (DGS). Il contient des informations importantes et essentielles que sont les statistiques générales, les différents modes de conditionnement des marchandises, des tableaux, des graphiques et des commentaires décrivant et illustrant les échanges générés par le commerce extérieur du Gabon. En effet, le CGC a pour objectifs de contribuer à la fluidification des échanges entre le Gabon et les autres pays, d'agir sur la qualité des services fournis au niveau de la plateforme portuaire du Gabon et de défendre les intérêts des chargeurs en vue de la promotion de la chaîne de transport ainsi que des produits d'exportation. Pour cet événement, Ibrahim Okanga Souana, directeur des trafics et statistiques de l'observatoire multimodal a fait un exposé qui lui a permis de mieux présenter ce cahier aux opérateurs économiques venus à cet effet. Le document comprend quatre parties, la première regroupant les statistiques générales. Les trois autres sont, quant à elles, consacrées aux différents modes de conditionnement des marchandises.

D'emblée, nous notons que le volume des expor-

Le premier cahier statistique sur le transport maritime du Gabon a été présenté en décembre dernier par le Conseil Gabonais des Chargeurs (CGC). Elaboré avec le concours de la Direction générale des statistiques (DGS), ce document compile différentes informations sur les échanges générés par le commerce extérieur du pays.



tations, pour la période retracée dans le document, se situe à 14 683 618 tonnes, pour une valeur (FOB) estimée à 4 771 milliards de francs CFA ; tandis que le volume des importations représente 2 567 356 tonnes, soit une valeur (CFA) estimée à 1 797 milliards de francs CFA. Le flux des marchandises conteneurisées représente, en nombre de conteneurs, 23 488 unités à l'export. Soit 32 632 équivalents vingt pieds (EVP) et 43 970 unités à l'import, soit 63 740 EVP. Le matériel roulant importé au cours de la période compte 19 428 unités contre 209 à l'export. Les exportations de vrac hors pétrole se situent à 4 809 717 tonnes tandis que les importations plafonnent à 1 252 950 tonnes. « Nonobstant les difficultés inhérentes à l'élaboration d'un tel document, de la centralisation à la compilation des informations, nous comptons pérenniser la publication dudit cahier statistique, avec une parution trimestrielle », a indiqué la patronne du CGC.

Des instances incontournables dans le transport maritime

Le Conseil gabonais des chargeurs (CGC) est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle technique du ministère des Transports. Le Conseil gabonais des chargeurs a pour mission de négocier avec les armateurs et les conférences maritimes, en vue d'une régularisation des taux de fret applicables au Gabon ; de veiller à l'application effective des taux de fret homologués ; de mettre en œuvre des mesures et mécanismes de réglementation du trafic et de rationalisation de la desserte maritime ; de mener toutes actions ou études en vue de l'harmonisation et de la simplification des formalités administratives et juridiques en matière de transfert ; d'encadrer le trafic maritime commercial par la gestion et le contrôle des droits de trafic relatifs à toutes les cargaisons maritimes générées par le commerce extérieur du Gabon et de veiller à la répartition des cargaisons.



Notre Ambition :

" le confort de votre circulation...! "

Le Fonds Routier (FR) est le Bailleur de fonds local en charge du financement de la route au Gabon.

SON STATUT d'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, avec Conseil d'Administration le place sous :

- la tutelle financière, exercée par le Ministère de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable;
- la tutelle technique, exercée par le Ministère de la Promotion des Investissements, des Travaux Publics, des Transports, de l'Habitat et du Tourisme, chargé de l'Aménagement du territoire.

Doté d'une autonomie de gestion, ses ressources sont constituées notamment : de ressources affectées par l'Etat, de ressources propres et des subventions et dotations de l'Etat et participations diverses.

SES MISSIONS :

- Administrer les fonds destinés au financement des programmes de protection et d'entretien du patrimoine routier national;
- Administrer les fonds destinés au financement des opérations de réhabilitation, d'aménagement et de construction du réseau routier national, y compris les voiries urbaines aménagées et les réseaux d'assainissements.

Le Fonds Routier exerce sa mission par le biais de deux guichets distincts et indépendants qui sont le guichet entretien et le guichet investissement.

SON ORGANISATION : Un Conseil d'Administration et une Direction Générale.

Galerie des Jardins d'Ambre
B.P. 16 201 Libreville GABON
Tél: +241 01769390
Fax. +241 01769396
E-mail: info@fer-gabon.org

www.fer-gabon.org



BTP-HABITAT-IMMOBILIER

IN
S
S
O
D

Le développement des routes à tout prix

Long de 9170 km, le réseau routier gabonais ne compte que 1380 km de routes bitumées et 7 600 kilomètres faits de latérite. Plus précisément, le pays compte 3015 km de routes nationales, 1528 km de routes provinciales, 834 km de routes départementales, 571 km de routes non classées et 900 km environ de pistes saisonnières. On recense également deux axes routiers majeurs, notamment celui du Nord-Sud, soit 870 km avec prolongement au nord vers le Cameroun et au sud vers le Congo ; et l'axe routier Est-Ouest, long de 774 km permettant la liaison, à l'Est, avec le Congo. Afin de respecter les objectifs de construction et d'entretien des infrastructures routières, ce réseau est privatisé à 70 %. « Les infrastructures ont constitué, pour la période de 1994-1997, l'un des postes les plus importants des dépenses d'investissement de l'État », déclare Richard Damas, ancien coordinateur du Programme d'aménagement routier. Les dépenses d'investissement pour ce secteur sont passées de 39,8 milliards de francs CFA en 1994 à 65,4 milliards en 1997. Les derniers grands travaux de voirie de Libreville remontent à 1997, pour la tenue de la Conférence des chefs d'État de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). « À cause des difficultés financières dues à la mise sous sanctions par les bailleurs de fonds en 1998, les travaux routiers ont été suspendus », explique d'ailleurs un ancien ministre des Travaux publics. Depuis, les routes se sont sérieusement délabrées tant dans la capitale Libreville que sur les routes nationales et secondaires.

Pourtant, les transports routiers gabonais ont longtemps bénéficié de l'appui des autorités et représentaient un des principaux postes de dépense de l'État. La mise en place d'un premier Fonds d'entretien routier (FER) de plusieurs milliards de francs CFA n'aura cependant pas permis de résorber les problèmes au cours de la dernière décennie. Plusieurs raisons expliquent cette situation peu reluisante du réseau routier gabonais. Sur le plan géogra-

Conscient du rôle fondamental des routes dans l'essor de l'économie nationale, le gouvernement gabonais, avec l'aide des bailleurs de fonds internationaux, s'attelle à développer son réseau routier. Un défi important à relever d'autant plus qu'il constitue un pilier de la diversification de l'économie.

phique, le pays doit faire face à d'importants obstacles naturels tels que les forêts denses, les cours d'eau, les régions montagneuses, etc. Une des conséquences de cette situation est que le kilomètre de route au Gabon est l'un des plus chers au monde, avec des estimations égales ou supérieures au milliard de francs CFA. Aussi, le parc automobile s'est-il considérablement agrandi, et il y a eu un manque flagrant d'entretien des infrastructures existantes. Enfin, le mauvais usage des fonds destinés à la construction et à la réfection des routes a conduit tardivement les dirigeants du pays à rechercher les causes de l'absence d'infrastructures routières fiables. Par ailleurs, l'aménagement et l'entretien des voies urbaines, à l'exception des voies nationales traversant les villes, sont de la compétence des municipalités qui, faute de moyens financiers, ont tendance à transférer cette

charge à l'État. « Au cours des cinq dernières années, l'État a pourtant consenti d'énormes efforts pour aménager les routes de 33 villes du pays, alors que jusqu'à présent, seules les capitales provinciales en avaient bénéficié », a indiqué un édile de la capitale gabonaise.

Conscients que l'aménagement routier est au cœur du développement économique et social d'un pays, les bailleurs de fonds, après l'échec patent du FER, ont préconisé une réforme institutionnelle aboutissant à la mise en place, en 2006, d'un fonds d'entretien routier de deuxième génération dont le statut juridique et les mécanismes de financement doivent garantir un entretien durable des routes gabonaises. Dans le prolongement de cette vision, le gouvernement a insufflé une nouvelle dynamique à cette structure, devenu le Fonds routier (FR) en

janvier 2012. La nouvelle entité dispose désormais de deux guichets distincts, dont l'un est destiné au financement de l'entretien routier, et l'autre à l'investissement pour la construction des voies. Ainsi, l'État peut désormais contribuer au financement du Fonds à partir du budget général de l'État. Une décision venue renforcer la volonté du Gabon d'accélérer les programmes visant à améliorer le réseau routier national afin de libérer le potentiel économique de provinces isolées et d'accroître le volume des échanges commerciaux à l'échelle régionale. En 2011 déjà, la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé l'octroi de 285 millions d'euros pour financer la seconde phase du programme routier (PR2). A terme, l'objectif affiché est de doter le Gabon de quelque 7 000 km de routes goudronnées entre Libreville et les provinces du sud-ouest du pays, d'améliorer l'accès à la ville côtière de Port-Gentil, et de développer les réseaux de transport fluvial.

Par ailleurs, le programme d'aménagement du réseau routier (PARR), initié en 1992, est actuellement dans sa seconde phase qui a débuté en 2002, et qui devrait durer une quinzaine d'années au total. Doter le Gabon à l'horizon de 2016 de 3663 km de routes bitumées de qualité qui supporteront 80% du trafic national de biens et de personnes, développer les axes routiers Nord-Sud et Est-Ouest et assurer les liaisons aux frontières avec le Congo, le Cameroun et la Guinée Equatoriale, sont les principaux objectifs de ce programme. Ces projets porteurs, dont la liste n'est pas exhaustive, intègrent une vision beaucoup plus large du développement des transports avec les investissements annoncés dans les chemins de fer, les ports et les aéroports. Car l'ouverture de l'accès aux grandes villes et aux centres de production situés à l'intérieur des terres sera déterminante pour relever l'un des plus grands défis du gouvernement : la diversification de l'économie.

La vision de l'ANGT pour les routes



Impliquée dans le schéma directeur national d'infrastructures, l'Agence nationale des grands travaux (ANGT) supervise plusieurs projets d'extension du réseau routier national. Des chantiers d'une importance stratégique puisqu'ils devront permettre de booster les échanges nationaux, sous-régionaux et internationaux, et de soutenir le développement des industries, notamment de la filière bois et agricole, par exemple.

Avant l'arrivée du président Ali Bongo à la tête du pays en octobre 2009, le Gabon ne comptait que 936 km de routes bitumées. Avec la définition des projets du schéma directeur national d'infrastructures, chapeauté par l'Agence nationale des grands travaux (ANGT), ces chiffres ont, depuis, franchi le cap des 1000 km de

routes asphaltées.

En effet, l'Agence supervise un certain nombre de projets d'extension du réseau routier, aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays. Elle travaille en collaboration avec le ministère de l'Équipement, des Infrastructures et de l'Aménagement du territoire (MEIAT), afin d'identifier les axes principaux et leur ordre d'exécution en fonction des facteurs économiques les plus avantageux pour les entreprises et la population. Des projets aux retombées porteuses.

En effet, l'ANGT explique que « la réalisation du réseau routier et continu dans l'ensemble des corridors du territoire aura un impact majeur sur l'économie. Car il permettra de développer les échanges nationaux et

avec les pays frontaliers, de soutenir le développement des industries et de l'agriculture ». En conséquence, souligne l'Agence, « les coûts de vente sur le territoire national à l'import et à l'export des produits gabonais, comme le bois transformé ou les produits agricoles, seront plus compétitifs ».

Pour se faire une idée encore plus concrète de la portée de l'ensemble de ces chantiers, la structure indique que « les corridors de Belinga permettront le démarrage de l'exploitation du gisement du minerai de fer. Sur le corridor principal, concurrençant le chemin de fer, la route deviendra une alternative intéressante pour le transport des biens et services ».

Parmi ces chantiers supervisés par l'Agence, arrivent en bonne place celui de l'axe PK12-Ntoum (28 km) sur la Nationale 1, actuellement réalisé à 37% et dont la fin des travaux est prévue en août 2017 ; la route de Glass (1,2 km), réalisée à 8% et dont le chantier sera livré en janvier 2014 ; l'axe Ntoum-Nsile (65 km) sur la Nationale 1 et dont les travaux s'achèvent en décembre prochain. A ces réalisations devraient s'ajouter les routes PK0-PK5, PK5-PK12, Bikélé-Port d'Owendo, Koumameyong-Booué (40 km), dont les études sont en cours

LA RÉACTION

Du FER 2 au FR

C'est à l'issue du premier Conseil des ministres de l'année 2012, plus exactement le 3 février, que le gouvernement a annoncé la modification du Fonds d'entretien routier de deuxième génération (FER 2) en Fonds routier (FR). « L'État pourra désormais contribuer au financement du Fonds à partir du budget général de l'État comme cela a été décidé au Conseil des ministres délocalisé de Franceville », avait annoncé le gouvernement. La « nouvelle » structure a pour mission d'administrer les fonds destinés au financement des programmes de protection et d'entretien du patrimoine routier national ; d'administrer les fonds destinés au financement des opérations de réhabilitation, d'aménagement et de construction du réseau routier national, y compris les voiries urbaines aménagées et les réseaux d'assainissement. Dans le cadre de ces missions, le FR est doté de deux guichets. Le guichet « Entretien » a pour objectif principal d'assurer le financement et le paiement des dépenses liées notamment à l'entretien, la réhabilitation, la gestion, l'exploitation et la protection du patrimoine routier national, y compris les voies urbaines aménagées ; à l'entretien des bacs gérés par l'État, à la prévention et à la sécurité routière, y compris la signalisation ; à l'appui aux petites et moyennes industries œuvrant dans le domaine de l'entretien routier ; l'appui à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre ; au fonctionnement du Fonds routier, aux indemnités de service ou d'itinérance et aux primes des fonctionnaires et agents contractuels de l'État affectés aux tâches énumérées ci-dessus. Le guichet « Investissement », quant à lui, assure le financement et le paiement des dépenses liées à la réhabilitation, l'aménagement et la construction des routes nationales et urbaines, et la construction des ouvrages d'assainissement ; la sécurisation des contreparties de l'État aux financements extérieurs destinés à la réhabilitation, la construction et à l'aménagement routier des ouvrages d'assainissement ; l'appui, à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre, les études et le contrôle afférents aux tâches énumérées ci-dessus.

technibat
TECHNIBAT

Matériaux de Construction

A PARTIR DE
 2.990 000 FCFA TTC

Renseignements: 05 40 75 39

Bernabe

Quincaillerie / Outillage

Matériel Industrie

Produits métallurgiques

Matériaux

Z.I. Oloumi
 Tel : 01 74 34 32 / 33

LA BANQUE DE TOUS LES GABONAIS

Beigitte

Hôtelière



« Grâce à la BGD, j'ai renforcé ma capacité d'accueil. »

Patrick

Pédiatre



« J'ai maintenant assez de place pour m'occuper des tout-petits comme des plus grands. »

François

Étudiant



« Le commerce des glaces m'a permis de reprendre mes études. »

Laurent

Pharmacien



« Grâce à la BGD, ma pharmacie fait le plein de médicaments. »

En finançant les projets des entrepreneurs motivés, la Banque gabonaise de développement (BGD) contribue à l'avenir et au développement économique du Gabon.

Présente sur l'ensemble du territoire, auprès des entreprises, des collectivités locales comme de tous les particuliers, la BGD vous accompagne à chaque étape de la vie personnelle et professionnelle.

Jean-Paul

Industriel du bois



« Mon usine est vraiment passée à la vitesse supérieure et je crée de nouveaux emplois. »

Stéphane

Directeur d'école



« Ma petite école est devenue un véritable complexe scolaire. »

Jean-Joseph
Propriétaire d'une PME de nettoyage



« Grâce à la confiance de la BGD, j'ai pu développer ma société et recruter des compatriotes. »

Christelle

Vétérinaire



« La BGD m'a aidé à lancer véritablement mon activité. »

Au cœur du développement

Banque Gabonaise de Développement, Société Anonyme d'Intérêt National
• Siège Social : Rue Alfred Marche • Libreville, Gabon • RCCM : 2005 B 04382 • NIF : 790 381 / R
• N° Statistique : 90 381 L • Tél. : (+241) 76 24 29 • Fax : (+241) 74 26 99 • Site Web : www.bgd-gabon.com



**BANQUE
GABONAISE DE
DEVELOPPEMENT**



Créée en février 2010, l'Agence Nationale des Grands Travaux (ANGT) est une structure gouvernementale qui participe à la réalisation de la vision du président Ali Bongo. Intervenant dans les secteurs du Transport (rail, ports, aéroports), de l'urbanisme et habitat, des routes et infrastructures de l'énergie et eau, de l'éducation, de la santé, des télécommunications et du tourisme. L'Agence a pour mission de soutenir la République gabonaise dans la planification et l'identification des grands projets d'infrastructure classés comme prioritaires par le gouvernement. Elle doit également s'assurer du contrôle, de l'exécution des projets en tant que maître d'ouvrage délégué et du suivi des contrats en cours en garantissant la transparence, le respect des coûts et des délais et une qualité optimale.

Ainsi, en vue de promouvoir de manière durable le développement social, économique et environnemental du Gabon, l'ANGT s'est fixée comme objectifs de coordonner et synchroniser les projets en étroite collaboration avec les ministères en accord avec le schéma directeur national d'infrastructures ; développer procédures afin d'atteindre les niveaux de sécurité, de qualité et de durabilité selon les normes internationales ; contrôler et exécuter projets en tant que maître d'ouvrage délégué. Initialement placée sous l'assistance de Bechtel, la première entreprise américaine de travaux publics, l'Agence est, depuis le 1er janvier 2013, définitivement devenue indépendante de cette dernière. Elle compte à ce jour plus de 350 employés. Outil indispensable au développement du Gabon, l'Agence actuellement est engagée dans la réalisation de plusieurs projets sociaux ou structurants.

Au cœur du développement du Gabon

Conscient du rôle important des BTP dans son plan de développement infrastructurel, le chef de l'Etat a mis en place une structure qui suivrait sur le fond et la forme, la progression des grands chantiers du « Gabon Emergent ». Février 2010 marque un tournant historique du BTP au Gabon avec la création de l'Agence nationale des grands travaux (ANGT).

Les logements sociaux

Pour surmonter la forte demande de logements dans la capitale gabonaise, Angondjé, au Nord de Libreville, a été identifiée comme une zone de développement pour la population. Afin de répondre à ces besoins de logement, le gouvernement a approuvé un nouveau régime de développement de quartier qui prend en compte l'environnement, les besoins sociaux, les lieux de transport, l'espace public et les espaces verts : le SmartCode. Le projet du quartier d'Angondjé est un projet pilote pour répondre aux besoins de logement au Gabon. La phase de construction a commencé avec des « maisons-témoins » en cours de construction pour montrer comment le quartier va se développer. Sur le chantier, la construction des maisons témoins est terminée, les travaux de fondation sont achevés et les maisons sont en cours de construction. En ce moment la parcelle 1 et 10 sur laquelle l'ANGT construit plus de 800 logements devraient être livrés d'ici quelques mois. Action de plusieurs projets sociaux ou structurants.



La réhabilitation des écoles et universités

Initié par le ministère de l'Éducation, ce chantier est supervisé par l'ANGT et s'étend jusqu'en 2016. Le but est de progressivement aménager, réhabiliter et construire des établissements primaires, secondaires et tertiaires dans tout le Gabon. Le programme « Éducation » consiste ainsi à identifier les établissements à travers le pays, les rénover, augmenter leurs capacités d'accueil et améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage. L'Agence a travaillé avec les entreprises gabonaises pour construire des salles de classe, des auditoriums et de bureaux pour les professeurs mais aussi réhabiliter des bâtiments existants (salles de classe, bureaux administratifs, dortoirs et logements des professeurs) donner l'accès à l'électricité, l'eau notamment l'assainissement à travers le développement de blocs sanitaires ainsi que des supprimeurs et générateurs. L'étape suivante consistera à construire des « lycées de l'Émergence Scientifique » dans chaque province.





Les routes

Pour répondre à l'afflux des visiteurs de la Coupe d'Afrique des Nations 2012 et, surtout, pour améliorer le réseau routier de Libreville, l'Agence a apporté son expertise à la construction de routes d'accès à Franceville et dans la capitale gabonaise. A Libreville, la réhabilitation de la voie express et la construction de s'échangeurs situés dans des quartiers populaires ont participé à l'amélioration de la circulation sur l'axe Nord-Sud. Actuellement, l'ANGT est impliquée dans le réaménagement de la route de Glass, à Libreville, un projet de 1,2 km sensé améliorer la circulation, le stationnement, la sécurité et la qualité de vie dans le quartier selon les normes internationales. L'Agence intervient aussi dans la réhabilitation et l'élargissement de la route nationale 1 entre, le PK5 et le PK12, ainsi que 3 km de voiries connexes dans les quartiers. A terme, il s'agit de construire un réseau routier moderne pour intégrer les principales villes du pays avec, en filigrane, l'amélioration du réseau urbain par la mise en place de transport en commun.

Les chantiers de la Coupe d'Afrique des Nations



A ce jour, la réalisation des infrastructures sportives dédiées à la cette compétition demeure la référence absolue de l'ANGT. Deux stades de compétition, cinq terrains d'entraînement, des hôtels et résidences ainsi que des routes d'accès, ont vu le jour dans le cadre de la CAN 2012. « En majorité, les travaux ont été réalisés par des entreprises de construction gabonaises ce qui a permis de générer un bon nombre d'emplois », se félicite-t-on à l'Agence. Fleuron de ces réalisations, le stade de l'Amitié et ses 40 000 places, situé à Angondjé. Le stade comprend un hôtel de 18 chambres, espace VIP, salles multimédias, un stade d'entraînement, une salle de conférence, restaurant, des équipements de diffusion en direct et une connexion Wi-Fi gratuite. Le Stade de l'Amitié a accueilli la finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2012 et maintenant, les matchs de l'équipe nationale de football du championnat national.



Lambaréné en chantier

En marge de la célébration du centenaire de l'arrivée du Dr Albert Schweitzer à Lambaréné, les 6 et 7 juillet prochains, le gouvernement gabonais et la Fondation Albert Schweitzer souhaitent améliorer et développer le secteur de la santé au Gabon, en offrant un cursus médical unique, à l'aide des nouvelles installations et des infrastructures, et attirer les étudiants en médecine du monde entier, à travers la création du Centre hospitalier universitaire international de Lambaréné (CHUIL).

Cette infrastructure moderne comprend un bâtiment administratif et un campus dont la réalisation est achevée à 72%, mais aussi une partie médicale, construite sur le site de l'hôpital régional de Lambaréné (HRL). Cette dernière est actuellement au niveau des finitions et se voit déjà installer les fluides médicaux. La réalisation du CHUIL aussi la construction d'un quartier résidentiel pour loger les chercheurs et médecins. Cet espace est achevé à 79%. Parallèlement à cette initiative, le gouvernement qui poursuit ses objectifs du Gabon Emergent, souhaite mettre l'accent sur la région du Moyen Ogooué et améliorer l'aspect social et économique de la ville en rénovant et en construisant de nouvelles infrastructures.

Fruit de du partenariat entre le gouvernement gabonais et de la Fondation Albert Schweitzer, le Centre hospitalier universitaire international de Lambaréné (CHUIL), incarne le nouveau visage de la ville du « Grand blanc ». Une infrastructure moderne sensée appelée à devenir un levier de développement de la ville.)



Ainsi, un chantier d'embellissement, de nettoyage et de réparation des routes d'accès vers les sites annexes est en cours d'exécution ; mais aussi la réhabilitation et construction de l'axe reliant la route nationale 3 et le HRL (1400 mètres). L'extension de la capacité hôtelière suit également son cours avec la réhabilitation et extension de l'Hôtel Albert Schweitzer (HAS). Cette dernière, ainsi que le CHUIL, seront connectés à la fibre optique qui leur assurera une connexion internet haut-débit.

Ce programme de développement de la ville englobe aussi l'extension de l'Unité de recherche médicale (URM) et réhabilitation du site de l'hôpital Albert Schweitzer, notamment l'amélioration du réseau électrique et la réhabilitation de la route d'accès. Enfin, la réhabilitation du Lycée Charles Mefane n'est pas en reste avec la rénovation de ses 5 bâtiments.

De manière générale, le gouvernement entend faire du CHUIL un levier de développement axé sur la santé, le tourisme et le commerce. Par ailleurs, le canal entre Ndjolé et Lambaréné permettra de relier par voie fluviale les corridors nord et sud. Deux villes sont appelées à devenir de véritables pôles internationaux et centres de transit et d'échanges de marchandises.

HABITAT

La place de l'habitant dans les projets urbains



Comment relever le défi de l'acceptation sociale de projets urbains ?

Le concept de « réceptivité sociale » appliqué à l'urbanisme fait écho à l'importance de la place de l'habitant dans le cadre des projets urbains. Se poser

la question de l'acceptation d'un projet par les destinataires est une évidence pour en faciliter l'appropriation.

Chaque habitant a son idéal de cadre de vie et s'y réfère pour formuler ses attentes. Dès lors, il est

nécessaire que les concepteurs de projets aient le réflexe de prendre la température auprès des populations cibles. Cette démarche en matière de conduite de projet est fortement recommandée pour mieux satisfaire la demande des habitants. Partant de l'idée que tout habitant accorde un intérêt aux mutations de son cadre de vie, soit par des nouvelles constructions d'immeubles, de routes ou encore d'équipements culturels, il nous semble essentiel de recueillir les opinions des tous les acteurs impliqués pour

atteindre les objectifs fixés.

Il est vrai que cette démarche que nous pouvons appeler concertation est difficile à mettre en pratique dans la mesure où la dimension individuelle est très présente. Chaque habitant formule ses remarques fort de sa propre expérience. Mais nous reconnaissons également que la somme des individualités permet d'avoir une vision collective des attentes des habitants. La quête méthodologique pour définir la bonne place des habitants dans la conduite d'un

L'ANUTTC en campagne

L'Agence nationale de l'urbanisme, des travaux topographiques et du cadastre (ANUTTC), a démarré, le 22 janvier à Libreville, une tournée de sensibilisation sur la réforme foncière auprès des chefs et notables de la capitale gabonaise et d'Owendo. Conduite par Ida Rachel Moussavou, directeur général adjoint 2 de l'ANUTTC, cette tournée qui intègre également les administrations concernées par les questions foncières, permettra de présenter cette agence, ses missions et sa place dans les nouvelles politiques nationales en matière d'urbanisme et d'habitat aux auxiliaires de commandement et à la population. Il s'agira aussi pour la délégation de l'ANUTTC de présenter aux chefs de quartiers la nouvelle réforme instruite par le président Ali Bongo, qui a assigné à l'Agence les missions principales et exclusives de production des terrains à bâtir et la délivrance des titres fonciers sur le territoire national. Cette première phase, qui s'achève le 1er février prochain, « intervient après le constat selon lequel il existe des dysfonctionnements dans les quartiers avec les constructions anarchiques, l'occupation sur les titres fonciers, la vente illégale des terrains et la prolifération des titres frauduleux. Les chefs de quartier qui sont proches des populations vont donc nous aider à relayer l'information », a souligné Ida Rachel Moussavou. Après Libreville et ses environs, cette campagne s'étendra à l'intérieur du pays, avec l'ouverture progressive d'antennes provinciales.



SOFERGA

ZI OWENDO BP.1468

TEL. +241 01 70 26 40 FAX + 241 01 70 26 41

E-mail: soferga@gmail.com

Site Web: www.soferga.com





projet urbain ressort comme un gage de réussite ou du moins de facilitation de l'intervention publique.

Nous avons eu à approfondir le sujet dans le cadre d'une thèse en aménagement de l'espace portant sur la réceptivité sociale de l'urbanisme. Nous avons cherché à identifier ce qui pousse les habitants à mieux accepter un projet urbain et à aller jusqu'à se l'approprier. Au sortir de cette analyse, nous avons constaté que les habitants d'un quartier acceptent plus facilement un projet s'ils reconnaissent son utilité et sa facilité de pratique. Par exemple, autour

de la réalisation d'une voie rapide reliant un quartier excentré au centre-ville, les habitants sont très satisfaits de gagner du temps dans les transports ; mais si la voie rapide est mal conçue et qu'il faut faire 10 km avant de pouvoir l'emprunter, il est évident qu'elle devient moins pratique et par là même moins utile. Face à ce constat, les habitants sont moins réceptifs au projet.

Au-delà de ces considérations sur l'utilité d'un projet, intervient deux autres aspects pour atteindre l'acceptation sociale. D'une part, la dimension culturelle influence la façon dont les personnes s'iden-

tifient à un lieu. D'autre part, les méthodes de conception et de réalisation des projets par les institutionnels et autres professionnels de l'urbanisme peuvent faire naître des positions d'acceptation ou de résistance face aux projets.

Au détour de ces questionnements sur la réceptivité sociale de l'urbanisme, nous alertons les puissances

publiques sur l'impératif de mettre l'accent sur la nécessité d'impliquer les habitants dans des projets qui les concernent directement. Nous constatons au Gabon un grand dynamisme autour du secteur de la production de logements. Le défi maintenant consiste à mettre en musique l'offre et les attentes.

IBRAHIMA-MUY KANE

Le gouvernement annonce la «ville nouvelle d'Angondjé»

Alors que les premières bâtisses de la ville nouvelle d'Angondjé étaient attendues pour 2012, c'est cette année que devrait finalement démarrer cet ambitieux projet, comme l'indique un communiqué du ministère de la Promotion des Investissements daté du 7 février. En effet, « en vue de lancer les travaux de la construction de la ville nouvelle d'Angondjé autour du stade de l'Amitié sino-gabonaise », le ministère susmentionné « informe les populations occupant les parcelles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique par décret n°000401/PR/MHUC de 2002, du démarrage imminent des opérations de démolition de toutes constructions préalablement identifiées ». Selon le texte, cette démolition interviendra après le recensement et évaluation du cadre bâti ; les négociations collectives et individuelles avec les membres du collectifs des habitants de Mveng Ayong et Marseille 2 ayant répondu à l'appel des responsables dudit ministère ; la viabilisation d'une zone de relogement au lieu-dit Marseille 2, derrière le collège d'enseignement secondaire d'Avorobam ; le paiement des indemnités aux ayants droits par les services compétents de la direction générale des services du Tré-

sor ; les dons de maisons de moyen standing, à titre gratuit et définitif, à ceux des compatriotes jugés socialement en difficulté ; la mise à disposition des parcelles aux personnes à reloger, assortie d'un engagement de l'Etat à délivrer des titres fonciers. Par conséquent, conclut le communiqué, « toute cession, vente de terrain et construction nouvelle y sont formellement interdites ». La zone d'Agondjé a été identifiée par le gouvernement pour devenir le modèle de développement urbain du futur Gabon. Basé sur les grands principes du Smart Code, un modèle international de développement urbain qui place l'aménagement durable au centre des priorités, Agondjé assurera, dans un environnement urbain moderne comprenant de larges espaces naturels, une mixité urbaine et sociale grâce à un large éventail d'options de logements pour tous les revenus, depuis le haut de gamme au logement à bas coût. De plus, il offrira les commodités nécessaires à proximité des lieux de résidence et de travail des habitants du quartier. 21 maisons témoins ont été bâties. Cet ambitieux projet doit permettre de réaliser 5000 logements en 2013 puis 5000 à 7000 unités par an jusqu'en 2015.


CDG



chaudronnerie du GABON

Zone Economique Spéciale de NKOK
BP: 60
Libreville / Gabon
Tel: (241) 05 01 41 60
Mail: cdg@gmail.com

Fabrication de :

- Poutrelles
- Ronds à béton
- Cornières à ailes égales
- Fers plats
- Fers carrés
- Billetes



Certifié ISO 900

Entretien avec Philippe Chandezon, Directeur Général de BICP

«BICP fait peau neuve»

Depuis quelques années, les agences immobilières prolifèrent à Libreville. Pour Philippe Chandezon, Directeur Général de la plus ancienne d'entre elles, les perspectives restent très prometteuses mais il souhaite que l'activité se professionnalise pour offrir une meilleure qualité de service à la clientèle.

Monsieur Chandezon, pouvez-vous revenir avec nous sur l'historique de votre structure et faire le point de ses principales activités ?

J'ai posé pour la première fois le pied en Afrique à Ouagadougou, en novembre 1972, mon diplôme de l'Ecole Spéciale des Travaux Publics (EYROLLES) en poche, pour y effectuer mon service militaire au titre de la coopération. Ce fut un véritable coup de foudre dont l'intensité n'a jamais faibli.

Je suis arrivé au Gabon en Janvier 1984 venant d'Abidjan après un séjour de 12 ans en Afrique de l'Ouest dont 8 ans en Haute Volta où j'ai démarré l'entreprise de Travaux Publics « Oumarou KANAZOE » en 1974.

Arrivé à Libreville, j'ai immédiatement démarré l'entreprise BICP que j'ai installée dans l'actuel Immeuble BICP. Il n'existait alors que deux agences immobilières à Libreville : l'Agence Sezalory et Immobilier 2000

de BICP pour me consacrer sur BICP au conseil, à la vente et à la promotion immobilière.

C'est à cette époque que l'Etat, n'ayant plus les moyens de financer les programmes de logements sociaux comme il le faisait à travers la SNI, a demandé au secteur privé de s'investir dans ce domaine. Comme plusieurs autres promoteurs (TP-GYM, ARES, SHERKO, Construtor, etc...) j'ai demandé une parcelle dans la zone d'Angondjé pour la réalisation d'un lotissement. C'est alors qu'a commencé pour moi un long parcours du combattant, inachevé à ce jour, et qu'un livre entier ne suffirait pas de raconter.

J'ai d'abord proposé au ministre de l'Habitat de l'époque, pour qu'il réussisse dans sa mission, de créer un code des investissements immobiliers ainsi qu'un cahier des charges de la zone d'Angondjé de manière à ce que les promoteurs connaissent clairement leurs droits



et leurs devoirs. Je lui ai ensuite conseillé pour un développement harmonieux de s'occuper en priorité de l'assainissement de l'ensemble de la zone (il ne s'agissait à l'époque que de 200 hectares) et de réaliser les voies primaires. J'avais également sollicité la création du statut de marchand de biens qui aurait facilité la réhabilitation de vieux bâtiments et permis la finition de nombreux chantiers qui avaient été abandonnés en cours de route après la période euphorique de l'OUA. Tout cela m'a poussé à l'époque à rédiger un Guide de l'immobilier qui est encore aujourd'hui recherché par tous les intervenants du secteur et dont on me demande souvent une réédition.

Vous totalisez presque 30 ans d'activités au Gabon. Quelle est la recette de votre longévité ?

Patience, humilité et prudence sont à mon avis les trois qualités essentielles pour survivre dans la promotion immobilière au Gabon. Il faut se fixer des objectifs à courts, moyen et long terme et ne pas y déroger quels que soient les obstacles rencontrés sur le parcours. J'avais prédit au moment des dernières élections qu'il faudrait au minimum deux ans pour remettre de l'ordre dans le domaine foncier, et le temps m'a malheureusement donné raison.

Quelles sont les principales difficultés auxquelles se heurtent vos activités ?

Le principal frein à la promotion immobilière est un problème d'ordre foncier. La réglementation foncière au Gabon a hérité en grande partie de la réglementation française, la phase finale des démarches administratives pour devenir propriétaire d'un terrain étant le Titre Foncier. Le titre foncier est intangible et inattaquable. Par suite, tous les droits dont les tiers peuvent se prévaloir postérieurement à son établissement et qui n'ont pas été révélés pendant la procédure d'immatriculation sont inopposables au titulaire du Titre Foncier. Malheureusement la procédure légale est excessivement longue et inadaptée et provoque de nombreuses occupations illégales. Dans le Guide de l'immobilier et de l'habitat 94 que j'ai édité fin 1993, j'avais recensé plus de 130 démarches administratives pour arriver jusqu'au Titre Foncier ce qui nécessitait couramment près de 10 ans d'efforts assidus et interdisait pendant cette même période tout espoir d'obtenir des crédits bancaires pour les acquéreurs.

Je pense qu'heureusement, la création de l'ANUTTC (Agence Nationale de l'Urbanisme des Travaux Topographiques et du Cadastre) sorte de « Guichet unique du Titre Foncier » va permettre une simplification significative des démarches.

Quels sont les grands projets en cours dans lesquels BICP est engagé ?

Après plus de vingt ans de galère dans la zone d'Angondjé, et fort de l'expérience acquise, BICP fait peau neuve...

BICP qui a été précurseur dans la zone d'Angondjé à partir des années 90 compte bien sûr achever ses lotissements des Hauts et des Bas d'Angondjé lorsque ceux-ci seront desservis par des voies d'accès primaires, bénéficieront d'un accès normal à l'eau et à l'électricité, et seront débarrassés de leurs derniers squatters.

Mais BICP s'oriente vers la construction des petits collectifs et des villas de moyen standing à des prix accessibles répondant aux besoins



aujourd'hui disparues, qui faisaient beaucoup de locations et de gestion. Pour me démarquer, je me suis spécialisé en conseil et en commercialisation immobilière.

Mon premier contrat important a été la vente en exclusivité des 55 appartements de l'immeuble « Indépendance 76 » appartenant à la société DUMEZ. A l'époque un appartement de 100 m² valait 35 millions et se louait 580.000F/mois (loi du 1/72ème). J'ai ensuite créé des lotissements à Akournam et à Nomba-Domaine tout en continuant à réaliser des ventes. Mais les nombreuses ventes réalisées m'ont amené à faire de la gestion et du syndicat de copropriété, ce qui m'éloignait de plus en plus de mon esprit de bâtisseur et de créateur. J'ai donc décidé en 1991 d'acheter en France une Franchise « AGENCE N°1 » qui regroupait à l'époque 400 agences immobilières travaillant sous la même enseigne et qui bénéficiaient de la formation et de la synergie créée par le franchiseur. J'ai donc transféré sur cette société tout le portefeuille gestion et location



Entretien avec Philippe Chandezon, Directeur Général de BICP

«BICP fait peau neuve»

de sa clientèle.

Pour tous les possesseurs de terrains ayant un titre de propriété, nous proposons en partenariat avec la société Africa Bâti Homes filiale du groupe Trianon Homes, des maisons de qualité conçues et réalisées en traditionnel par des professionnels avec une garantie de délai d'exécution et de bonne fin de travaux. Après avoir construit des Villas de grand standing sur des titres fonciers et sous forme de bail à construction, avoir rénové l'immeuble BICP il y a 12 ans et construit l'immeuble Héliopolis à Batterie IV il y a 6 ans, BICP termine un

immeuble de 9 appartements à Louis destiné à la location en meublé et a un projet d'immeuble mixte bureaux et commerce dans le lotissement des Bas d'Angondjé près du Stade. Nous attendons toujours l'ouverture de la rocade pour réaliser un projet innovant de maisons de ville labélisé HQE (Haute Qualité Environnementale) dans le lotissement des Hauts d'Angondjé. Ce projet permet de construire 9 villas individuelles de moyen ou haut standing sur un terrain de 1000m², sans avoir recours à la copropriété.

Quel regard portez-vous sur le marché de l'immobilier et quelles sont vos perspectives de développement pour les années à venir ?

Le marché de l'immobilier est et restera dans les années à venir un secteur très porteur de l'économie gabonaise. Après avoir ralenti dans les années 2000, il a rebondi en 2010, en contribuant à hauteur de plus de 30% à la croissance du produit intérieur brut (PIB). Le Ministère de l'Habitat et de l'urbanisme a subi une profonde réforme en juin-juillet-août 2011,

lui donnant comme mission de superviser l'ensemble du secteur et de gérer la stratégie, la conception, le contrôle et l'évaluation des politiques publiques. La création de l'ANUTTC (Agence Nationale de l'Urbanisme des Travaux Topographiques et du Cadastre) et du Conseil National de l'Habitat est un signal fort de la volonté du gouvernement de favoriser les initiatives privées et publiques dans ce secteur. De même, la restructuration des Brigades Spéciales d'Urbanisme et de la Construction (BSUC) devrait permettre de régler le problème récurrent des squatters. Le secteur de l'immobilier reste un secteur très porteur mais encore souvent pratiqué de manière peu professionnelle au détriment de la clientèle.

BICP va donc renforcer son secteur conseil en s'adjoignant de nouveaux collaborateurs et partenaires : conseil en immobilier, expertises, rédaction de règlements de copropriété, estimation immobilière, etc...

BICP fidèle à ses pratiques anciennes dans le professionnalisme et l'innovation souhaite continuer à développer la normalisation du secteur immobilier au bénéfice de sa clientèle.

BICP souhaite également développer ses services à l'étranger à l'attention de la diaspora désireux d'investir au pays et reste prêt à conseiller et à faire profiter son expérience aux investisseurs désireux d'aborder le marché gabonais.

Pour terminer, je tenais à remercier toutes les personnes qui nous ont fait confiance depuis bientôt trois décennies.

PROPOS RECUEILLIS PAR LA RÉDACTION



Bail à construction villa Batterie IV



Immeuble BICP en 1988



BICP
BUREAU INTERNATIONAL
DE CONSEIL & DE PROMOTION

**IMMOBILIER
PROMOTIONS
CONSEIL
EXPERTISE**



IMMEUBLE BICP - BORD DE MER
1474 AV. G. POMPIDOU - BP 4562 LIBREVILLE
TEL : 73 18 80 - 73 17 55 - 05 31 70 00
E-mail: contact@bicip.net




PHILIPPE CHANDEZON ET SES COLLABORATEURS VOUS PRESENTE LEURS NOUVEAUX PROJETS IMMOBILIERS A LIBREVILLE.
FAITES CONSTRUIRE LA VILLA DE VOS REVES



Faites construire la villa de vos rêves à Libreville en toute sérénité. Nos architectes ont conçu un large choix de villas parfaitement adaptés à votre mode de vie et aux exigences de l'habitat d'aujourd'hui. Personnalisez le selon vos envies et votre budget. Être sera unique.

Avec la garantie **acte ou remboursement**, votre acquisition est sécurisée à 100% par notre notaire et le bureau Ventas.

www.africabatihomes.com

En partenariat avec: 



IMMEUBLE RESIDENTIEL AU QUARTIER «LOUIS»



VILLAS JUMEEES DANS LE LOTISSEMENT «LES HAUTS D'ANGONDJE»



Entretien avec Folly Koussawo, Fondateur associé du groupe Trianon Homes International

«Notre vision : créer des logements adaptés et accessibles au plus grand nombre»

Pouvez-vous revenir avec nous sur la genèse de vos activités en Afrique, et plus précisément au Gabon ?

C'est fort d'une expérience de près de 12 ans en immobilier résidentiel, notamment au poste de directeur de programmes chez Kaufman & Broad France, que j'ai fondé avec mes associés Trianon Homes International, un promoteur immobilier avec des filiales dans des pays d'Afrique subsaharienne, le Sénégal et le Gabon. Pour le moment, l'objectif est un déploiement à terme sur d'autres pays. Notre vision est de créer pour l'Afrique subsaharienne, des logements adaptés et accessibles au plus grand nombre.

Quels produits proposerez-vous aux Gabonais et quelles en sont les modalités d'accès ?

Notre formule est assez simple : vous avez un terrain ? Nous avons votre villa. Avec notre partenaire de commercialisation, l'agence BICP, reconnue au Gabon depuis 30 ans, nous avons construit une offre adaptée et une garantie absolue. Cette garantie est : livré ou remboursé. Les fonds transitent chez le notaire et sont débloqués en fonction de l'avancement du chantier et sur attestation d'un bureau de contrôle. Depuis quelques temps, nous avons étoffé notre catalogue avec la garantie totale, selon la démarche suivante : si vous disposez déjà d'un terrain, alors vous vous rendez dans notre espace de commercialisation, à l'agence BICP, pour découvrir notre offre. Ensuite, vous choisissez dans notre large gamme de villas conçues par nos architectes. Puis nous réalisons les études préalables (plan de géométrie, plan masse, dossier de permis, étude de sol), bien entendu, le client paiera un forfait pour cette opération. Par ailleurs, le prix de votre villa est forfaitaire : seul un problème de sol (fondations profondes) peut impacter le prix de votre villa. Une fois votre financement obtenu, vous versez les fonds chez le notaire et le chantier démarre. Enfin les délais de livraison, clés en main, sont compris entre 7 et 12 mois. Comme vous pouvez le constater, cette garantie est très bien ficelée, et c'est d'ailleurs pour cette raison que nous sommes en train de finaliser des partenariats avec des banques comme BGFI, ORA BANK ou

Présent au Gabon depuis 2011 à travers sa filiale Africa Bâti Homes, le promoteur-constructeur immobilier Trianon Homes International fait le point de ses projets. Entretien avec Folly Koussawo, son fondateur associé.



encore la FINAM pour accompagner nos clients.

En termes de réalisations immobilières, pouvons-nous avoir un bilan des activités de Trianon Homes au Gabon ?

Actuellement, notre entité de construction Trianon BTP Gabon construit 77 villas pour le compte

de la SNI au PK 2. Les premières maisons sortent de terre. Nous assurons également les travaux de réhabilitation du Consulat de France à Port-Gentil. Sur un tout autre plan, nous procéderons à la mi-juin-juillet-août au lancement commercial de nos produits avec des offres à partir de 29 millions de francs CFA la villa de 90 m², surface utile

avec une garantie "livré ou remboursé". Nous invitons donc tout le monde à venir découvrir notre espace commercial situé à l'agence BICP. Pour ceux qui ne sont pas sur Libreville, notre site Internet africabatihomes.com pourra leur fournir toutes les informations nécessaires.

Quel regard portez-vous sur l'état du secteur immobilier en Afrique ?

Nous avons fait une étude de marché avant de lancer le projet. Nous avons eu près de 37 000 personnes qui ont visité notre site internet Trianon-homes.com, nous avons interrogé plus d'un millier de personnes. Le Gabon et le Sénégal sont d'ailleurs arrivés en tête pour ce qui est de la demande. En effet, l'état de l'immobilier en Afrique est un phénomène exceptionnel. Un chiffre : dans les 10 prochaines années, je dis bien 10 et non 20, il va se déverser dans les villes africaines entre 100 et 150 millions de personnes, et cela du fait de la concomitance de deux phénomènes, à savoir la croissance démographique et l'exode rural. Or, il va falloir loger ces millions de personnes et le défi est simple. Premièrement, que ces personnes ne finissent pas en trop grand nombre dans des bidonvilles. Deuxièmement, il faudra surtout éviter de construire des "Atlanta". Je m'explique : si vous comparez Atlanta à Barcelone, la première émet cinq fois plus de gaz à effet de serre que la seconde. Malheureusement les villes africaines, pour plusieurs raisons, notamment d'étalement urbain (la ville grandit sans structuration et sans réel plan d'urbanisme), vont vers ce modèle qui est une catastrophe en termes de développement durable. Certes, le besoin est extrêmement fort, mais une partie de cette demande est parfaitement solvable et ce, dans le cadre du respect d'un plan d'urbanisme bien structuré, contrairement à ce qui se fait dans plusieurs villes africaines. Par ailleurs, pour des besoins du type logement social, sous certaines conditions économiques et avec l'appui des pouvoirs publics, il est possible de produire des logements de qualité pour le plus grand nombre et à des coûts abordables. C'est pour répondre à ces défis que nous avons créé Trianon Homes International.

PROPOS RECUEILLIS PAR LA RÉDACTION



CHU FONDATION JEANNE EBORÉ



CHU Libreville



Etudes et réalisations clés en main de projets hospitaliers

VAMED Engineering GmbH & Co KG – VAMED Health Project Cz
Succursale Gabon - Libreville, Centre ville, rue Anguiley Mathurin, BP.832



Gestion hospitalière

VAMED Management & Service GmbH Succursale Gabon
Libreville, Immeuble Panoramique, 4^{ème} étage, BP 3991



BATICOM
G A B O N

**REPRESENTANT DES GROUPEES
MAT-BUT HOLDING - THE INTERCONTINENTAL
TRADE STORE**



B.P.183 Libreville - GABON
E-mails: dembathieny@gmail.com
baticom.guinee@yahoo.fr
Tél. (241)04202328 - 07416666



Siège Social situé au Boulevard Triomphal, B.P 930 Libreville
Tél. + (241) 01.72.16.26 - Fax : + (241) 01.72.16.33 - E-mail : contact@socobtp.com
Site WEB : www.socobtp.com

LE PARTENAIRE POUR LES INFRASTRUCTURES MODERNES ET DURABLES

Entretien Ibrahima-Maty KANE, Directeur commercial et Développement Trianon Homes

«Avec Africa Bâti Homes, vous trouverez conseils et accompagnement pour rendre possible le projet de s'offrir un foyer»

Présent au Gabon depuis 2011, Trianon Homes entend apporter des solutions concrètes aux besoins grandissants des populations en matière de logement. Entretien avec Ibrahima-Maty Kane, directeur commercial et développement Trianon Homes.

Pouvez-vous nous présenter votre structure ?

Africa Bati Homes est une filiale du groupe BTP Trianon Homes, mise en place pour la promotion de la production de logements individuels de qualité garantissant la sécurisation du processus de financement. Le principe est simple : les fonds du client sont mis sous séquestre chez le notaire qui procède à des décaissements progressifs sur constat d'avancement des travaux par un cabinet de contrôle externe. Notre structure est tournée vers la professionnalisation de la promotion de logements individuels. En partenariat avec les Banques, Africa Bati Homes vous facilite l'accès au crédit immobilier. Par ailleurs, la création de la filiale par Trianon Homes découle d'un constat simple : celui du manque de logements dû aux prix élevés du marché immobilier tant pour le locatif que pour l'achat.

Il est clair que les besoins de production en matière de logements, pour la frange de la population la plus modeste mais aussi pour la classe moyenne, restent une priorité nationale. Pour favoriser le parcours résidentiel, il est important de faciliter l'accès à la propriété aux classes moyennes et ainsi libérer certains logements correspondant parfaitement aux budgets des classes les moins aisées.

Pouvez-vous revenir sur la notion de parcours résidentiel ?

Le parcours résidentiel est surtout usité dans les pays occidentaux, voire dans la culture anglo-saxonne. Cette notion désigne le passage d'un

locataire du parc social à l'accession à la propriété. Cette transition est motivée par l'évolution des besoins ou des ressources des familles qui aspirent à être propriétaires ou du moins à transiter sur un logement plus adapté.

En Afrique, il importe de réévaluer le concept, même si la philosophie de l'approche occidentale se vérifie. Sur le continent, le parcours résidentiel concerne surtout les classes moyennes qui ont la possibilité de s'offrir le « confort d'habiter ». Cette classe a donc les moyens d'accéder à la propriété si elle est bien conseillée et accompagnée, ou de louer un logement dans un cadre de vie choisi. Pour les classes modestes, bien qu'en bonne voie, la démarche en est encore au stade embryonnaire. Aussi, faut-il reconnaître les efforts de certains Etats africains, à l'instar du Gabon qui fait de la production de logements sociaux une priorité nationale. En témoignent les mutations urbaines qui s'opèrent sur la zone d'Angondjé, qui propose de nouvelles morphologies socio-urbaines à l'analyse complexe.

Le parcours résidentiel est donc une constante dans l'évolution des tissus urbains qui marquent les grandes villes du monde ; et Libreville ne peut y échapper à défaut de voir les prix des loyers atteindre des sommets, comme nous le constatons déjà dans certains quartiers, la rareté faisant la valeur.

Quelles sont les solutions proposées par Africa Bati Homes pour réduire le déficit en logements ?



Le problème à résoudre pour la majorité des pays africains est de trouver des leviers pour favoriser le parcours résidentiel. Les produits Africa Bati Homes constituent une part de réponse tournée vers les classes moyennes. Le déficit est comblé par la politique de logements sociaux de l'Etat, ainsi que les initiatives privées. Si vous possédez un terrain, venez consulter les professionnels d'Africa

Bati Homes et vous trouverez conseils et accompagnement pour rendre possible le projet de s'offrir un foyer, se créer un revenu locatif par la valorisation de résiduels fonciers ou de patrimoine foncier. Ainsi le développement de cette nouvelle offre va aider à la régulation du marché immobilier.

PROPOS RECUEILS PAR LA RÉDACTION

**Vous avez un terrain ?
Faites construire votre villa !**



Africa BATI HOMES

TRIANON HOMES

Appelez vite le :

04 01 60 18

05 80 18 80

Pour plus d'informations
notre site internet
www.africabatihomes.com

Commercialisation BICP

Villa Céphée



Votre Villa à partir de
29 990 000 FCFA



SOCOBA - EDTPL



Plus d'années

de métiers



Expérience et savoir-faire



2004
Certification du groupe Iso 9001
(version 2000)

BUREAU VERITAS
Certification



HABITAT

Les logements, c'est maintenant !



Après deux ans de retard, le gouvernement matérialisera-t-il enfin la promesse des logements sociaux ? Une question cruciale face à l'exode des populations rurales vers les grands centres urbains comme Libreville, où le déficit en logement est estimé à plus de 160 000 logements. Les dernières actions gouvernementales sur cette problématique semblent augurer des lendemains meilleurs.

La question du logement représente plus que jamais un défi crucial pour le gouvernement. Face à la pénurie actuelle de logements, le Gabon souhaite ainsi augmenter le nombre d'unités résidentielles disponibles sur le marché en associant le secteur privé à des projets bénéficiant d'un large soutien public. Il n'est pas anodin de rappeler que le pays a enregistré, ces dernières années, une urbanisation rapide où plus de 80% de la population vit aujourd'hui dans les centres urbains. En dépit de cette évolution, le marché immobilier est resté sous-développé et mal approvisionné, avec un manque de logements estimé à près de 200 000 unités. L'exemple le plus frappant est certainement celui de Libreville, la capitale qui, avec ses quelque 800 000 habitants, fait face à une pénurie d'environ 160 000 logements. Pour que le pays remplisse son objectif d'un logement pour chaque famille gabonaise, conformément à la vision du gouvernement, il faudra surmon-

ter plusieurs écueils et notamment le coût élevé du logement. En effet, la maison la moins chère coûte en moyenne dans les 20 à 25 millions de francs CFA, un prix qui est largement hors de portée du Gabonais moyen. Une des conséquences des prix prohibitifs des matériaux de construction, même si des efforts ont été annoncés dans ce sens. En juin-juillet-août 2011, le gouvernement avait en effet annoncé l'élaboration d'un panel de mesures concrètes en vue, d'une part, d'obtenir « la baisse substantielle des coûts des matériaux de construction tels que le ciment, le sable, le gravier, et d'autre part, de réorganiser la filière de construction par l'appropriation de ce secteur par les nationaux ». Mais cette mesure tarde à donner les fruits escomptés. Par ailleurs, les coûts du loyer demeurent excessivement élevés, du fait d'une absence de contrôle en la matière. Dans la capitale gabonaise, une chambre de 4 mètres carrés revient à plus de 50 000 francs CFA à Libreville et avoisine les 100 000 francs dans des quartiers chics.

La situation est particulièrement critique pour ceux qui perçoivent au moins le salaire minimum mensuel fixé à 50 000 francs CFA. De plus, les besoins en logement ne font qu'augmenter compte tenu du taux de croissance légèrement supérieur à 2 % de la population gabonaise. Même si plusieurs années seront nécessaires pour parvenir à un équilibre entre l'offre et la demande, le gouvernement s'est lancé dans un ambitieux programme de construction de logements sociaux. L'on se souvient qu'en octobre 2009, lors de son accession au pouvoir, le président Ali Bongo avait promis aux Gabonais 5000 logements par an. Or, plus de deux ans après cette promesse, peu de logements sont sortis de terre, au grand dam des populations. « Cela fait deux ans que nous attendons les logements promis par le Président de la République. La plupart des fonctionnaires habitent dans des bidonvilles et beaucoup mourront sans construire une maison. Nous ne pouvons plus nous contenter des discours et des rencontres au sommet entre les responsables politiques. C'est sur le terrain que nous attendons les actes », a fustigé un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères. Pourtant, tout semble fin prêt pour ouvrir la voie royale à la construction de ces logements. En juin-juillet-août 2011, sur décision du président de la République, les responsables et le personnel du ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme avaient été révoqués et remis à la disposition de la Fonction publique. Ali Bongo entendait ainsi démanteler la lourdeur administrative et l'institution du bakchich pour l'attribution des titres de propriété qui, selon lui, freinaient la politique du logement pour laquelle 58 milliards de francs CFA ont été débloqués en 2010.

Dans la foulée, le chef de l'Etat gabonais avait également décidé de réformer complètement la politique en vigueur en matière d'urbanisme et d'habitat. En effet, la procédure actuelle d'attribution des titres à double vitesse, lourde et contraignante, ne permet pas de répondre aux besoins de la population. Les demandeurs de parcelles doivent se contenter de l'attribution de décret provisoire puis définitif dans un second temps. Cette lourdeur se traduit par une longue attente pouvant aller jusqu'à cinq ans pour décrocher un titre foncier. Pour donner une idée du parcours pénible d'un prétendant à

la propriété, la procédure actuelle est divisée en 134 étapes. De cinq ans à six mois et de 134 à sept étapes, tel est l'ambitieux défi que le chef de l'Etat veut relever pour révolutionner l'accès à la propriété foncière au Gabon. C'est pour matérialiser cet objectif que le gouvernement a mis en place l'agence nationale de l'urbanisme, des travaux topographiques, et du cadastre (ANUTTC), chargée de la programmation et réalisation des aménagements fonciers, des travaux topographiques et cadastraux. Cette structure s'occupe également de la mise en place des procédures cadastrales plus fluides qu'elle devra élargir à l'ensemble des provinces, concernant notamment les actes de cession des terrains et de concession des baux ordinaires et emphytéotiques ; mais aussi de l'élaboration des schémas directeurs d'aménagement urbain et les plans d'occupation des sols.

Aujourd'hui, la matérialisation des logements sociaux semble en bonne voie, après plusieurs projets annoncés ici et là depuis deux ans. En janvier dernier, la société nationale immobilière (SNI) a annoncé avoir obtenu, en plus de dotations budgétaires de l'Etat, un prêt de plus de 100 milliards de francs CFA sur 3 ans du groupe BGFI Bank, dans le cadre du programme national de construction de logements sociaux. Une bonne nouvelle selon certaines indiscretions, qui estiment que « le projet de logements sociaux a enregistré beaucoup de réticence de la part des établissements financiers locaux, dont la majorité se refusent à préfinancer cette initiative ». Ainsi, ce programme doit « favoriser l'accession directe à la propriété ou la location pour plus de 3808 foyers répartis dans les localités de Libreville, Nkok, Owendo, Franceville, Moanda, Lambaréné, Mouila, Tchibanga, Makokou, Koula-Moutou, Port-Gentil et Oyem », a précisé la BGFI Bank. Sur les 3808 logements prévus, le projet comprend 2 504 logements individuels en accession directe à la propriété et 1 304 appartements en locatif. Selon la SNI, les premiers logements seront disponibles au courant de l'année. Certes la promesse du chef de l'Etat est en retard sur son rythme de réalisation, mais le gouvernement l'a compris et s'y attèle : les logements sociaux, c'est maintenant !

République Gabonaise

Olam Palm Gabon (OPG)



USD 228 Millions

Financement de la Phase I d'une Plantation de Palmiers à Huile au Gabon Garanti à 100% par Olam International

Arrangeur Chef de file

Ecobank Capital

Ecobank Development Corp.

Banque Agent

Ecobank Gabon & EBI SA

Co-arrangeurs



Prêteurs

AFREXIMBank • BGFIBank Gabon • Ecobank Gabon • Ecobank Cameroun
Ecobank Congo • Ecobank RCA • Banque de Développement des Etats de
l'Afrique Centrale (BDEAC)

Matières Premières /Agriculture

Juillet 2012

Olam reçoit le prix «Sustainable Standard-Setter»



En récompense de ses efforts pour la protection de l'environnement et le soutien des communautés locales, le groupe Olam s'est vu décerné, le 15 mai à New York, le prix « Sustainable Standard-Setter ».

Acteur de premier plan dans la gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement et de la transformation de produits agricoles et alimentaires, le groupe Olam International vient de recevoir le prix « Sustainable Standard-Setter » pour son travail innovant avec les petits planteurs de cacao et café à travers le monde. Le prix a été remis à la multinationale singapourienne le 15 mai à l'American Museum of Natural History de New York, en présence de professionnels, experts des secteurs agricoles, forestiers et du tourisme. Décernée par l'ONG américaine Rainforest Alliance, cette distinction récompense chaque année les entreprises qui font preuve de remarquables efforts pour participer à la protection de l'environnement et au soutien des communautés locales.

« L'approvisionnement à long terme du cacao repose sur une pro-

duction fondée sur un échange de valeurs partagées entre les communautés de fermiers, Olam et ses clients. Concrètement, cela signifie aider les petits planteurs à améliorer leurs revenus, grâce à de meilleurs rendements et à une plus grande qualité des récoltes, tout en œuvrant à la protection des habitats naturels. Nous sommes heureux que la Rainforest Alliance reconnaisse nos efforts en termes de partage des connaissances et d'adoption des meilleures pratiques à travers notre collaboration et l'immense travail accompli avec la Charte Olam du Bien-Etre », s'est réjoui Gerard Manley, directeur de la filière chocolat d'Olam. « Nous sommes fiers de récompenser l'engagement d'Olam envers un développement durable, qui participe à la transformation dans la manière de produire du cacao et du café dans le monde. En travaillant avec la Rainforest Alliance à promouvoir des pratiques agricoles durables, Olam joue un rôle clé dans la conservation de l'environnement et l'amélioration des conditions de travail pour les ouvriers agricoles et leurs communautés », a déclaré, pour sa part, Tensie Whelan, présidente de la Rainforest Alliance.

Olam a été la première entreprise à introduire du cacao certifié Rainforest Alliance™ au Nigeria, au Togo, en Indonésie et en Ouganda. Cela signifie qu'aujourd'hui Olam propose l'offre la plus large de cacao certifié Rainforest Alliance™ à ses clients. Dans le monde, Olam a généré 115 000 tonnes métriques de graines de cacao produites dans des conditions durables à travers un certain nombre de programmes vérifiés et certifiés. Cet accent mis sur le

cacao durable est particulièrement renforcé par la joint-venture entre Olam et Blommer Chocolate, GrowCocoa, qui cherche à assurer une chaîne de valeur du cacao saine et équitable pour les générations à venir. Olam a travaillé avec la Rainforest Alliance pour développer une initiative au Ghana, « Climate-friendly », qui permet la formation de 2 000 fermiers, dans 13 communautés, sur la manière d'optimiser l'usage des terres existantes afin d'améliorer les rendements des cultures de cacao, plutôt que d'étendre des plantations et d'empiéter sur la forêt. Ce type d'extension a non seulement des impacts sur la biodiversité, mais il réduit également la capacité de stockage en carbone fourni par les arbres. Ainsi, pour améliorer la capacité de stockage en carbone, 100 hectares d'arbres natifs ont été plantés dans la région.

Pour rappel, Rainforest Alliance travaille auprès des populations dont les moyens de subsistance dépendent directement de la terre, en aidant ces dernières à transformer leurs pratiques agricoles et forestières ainsi que leurs pratiques dans le secteur du tourisme pour l'hébergement des voyageurs. Des grandes multinationales aux petites coopératives communautaires, les entreprises et les consommateurs du monde entier se joignent aux efforts de Rainforest Alliance pour développer des biens et des services "durables" sur les marchés internationaux où la demande pour ces produits est en constante augmentation.

LA RÉDACTION

TNT AFRICA
LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE POUR TOUS

FAIT BOUGER VOS ÉCRANS
mais les petits prix eux... ne bougent pas !

12 NOUVELLES CHAÎNES !!!

À partir de 2500 FCFA par mois

LIBREVILLE :
Descente de Louis,
avant feu Hôpital J.EBORY
Tél : 06.66.36.66 / 04.10.72.29

PORT GENTIL :
Centre Ville,
parking de CASINO
Tél : 03.35.09.31 / 04.21.47.18

facebook

Retrouvez-nous aussi sur notre page FACEBOOK TNT AFRICA

surfez facile **sur internet!**



Photos non contractuelles

CARTE DE CRÉDIT INTERNET

airtel
internet

500 MB
valables pour 30 jours

9 500
F CFA

CARTE DE CRÉDIT INTERNET

airtel
internet

100 MB
valables pour 7 jours

2 500
F CFA

CARTE DE CRÉDIT INTERNET

airtel
internet

15 MB
valables pour 1 jour

500
F CFA

CARTES DE RECHARGE INTERNET

C'est nouveau et facile à utiliser ! Découvrez nos cartes de recharge internet pour surfer partout et 24h/24.

Offre permanente. Rejoignez-nous sur www.facebook.com/airtelgabon



Airtel Gabon présente son Livre Blanc 2012



En vue de pallier ce qu'elle qualifie de « vide informationnel », Airtel Gabon s'est dévouée un peu plus au grand public à travers son Livre Blanc 2012. L'objectif, selon les éditeurs du livre, est de mettre en valeur une entreprise soucieuse de développer les relations commerciales avec son marché. Passage en revue de cette publication.

L'opérateur de téléphonie mobile Airtel Gabon a dévoilé, le 8 février à Libreville, son Livre Blanc au titre de l'année 2012. Le document regroupe un certain nombre d'informations sur le savoir-faire de l'opérateur de téléphonie mobile et le développement de son secteur d'activité dans le pays. Réalisé par trois professeurs gabonais d'université, ce Livre Blanc traite essentiellement de la téléphonie mobile au Gabon, de la présentation d'Airtel Gabon, de ses activités, de la contribution de l'entreprise à la croissance et au développement du Gabon, de ses actions citoyennes, mais également de l'engagement de l'opérateur en matière de développement durable. L'objectif, selon ses éditeurs est de mettre en valeur une entreprise soucieuse de développer des relations commerciales avec son marché.

D'entrée, cet ouvrage revient sur l'introduction de la téléphonie mobile au Gabon avec le déploiement du GSM à l'aube des années 2000, qui « n'attirera pas trop les foules », du fait que « les portables et même les cartes SIM étaient chers (plus de 100 000 francs CFA, alors que les salaires moyens étaient environ de 200 000 francs). Depuis, le secteur a bien évidemment enregistré une progression phénoménale, au point que le rapport de l'union internationale des télécommunications (UIT) 2010, intitulé « Mesurer la société de l'information », classe le Gabon à la 113e position mondiale (111e en 2007) et position africaine en matière d'indice de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC). « Ce classement est dû au développement exceptionnel de la téléphonie mobile », peut-on lire dans le Livre Blanc d'Airtel qui souligne que « selon le rapport 2010 de l'UIT, entre 1999 et 2009, le nombre d'abonnés au téléphone cellulaire a été multiplié par 180 au Gabon ». A l'heure actuelle, le pays compterait près de 1,45 million d'abonnés pour une population de 1,5 million d'habitants. « Le fort taux de pénétration de la téléphonie mobile au Gabon découle du fait que 3 habitants sur 5 utilisent un téléphone portable, ce qui constitue une performance remarquable à l'échelle du continent », explique le livre. Il évoque par ailleurs la régulation du secteur, de la création en 2001 de l'agence de régulation des postes (ARP) et de l'agence de de régulation des télécommuni-

cations (Arcep), à leur fusion, en février 2012, en une seule entité : l'agence de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Dans cette publication, la plus grande partie est certainement consacrée à la présentation d'Airtel Gabon. L'opérateur est une filiale du groupe Bharti Airtel, leader de téléphonie mobile en Inde, aujourd'hui implanté dans 20 pays avec plus de 250 millions d'abonnés. Ce qui en fait le 5e opérateur mondial en termes de parc d'abonnés. En rachetant Zain, le groupe indien s'installe au Gabon en novembre 2010. Depuis, l'opérateur est leader du marché avec 55% des parts de marché. Airtel Gabon couvre aujourd'hui 85% du territoire national avec un réseau fort de 435 sites, déployés même dans les zones les plus reculées. Passant en revue la mission, la vision ou encore les valeurs de l'entreprise, le recueil met également en relief les différentes activités d'Airtel Gabon, notamment ses prestations et offres et autres avantages à l'endroit de ses clients, des particuliers aux professionnels en passant par les entreprises. « Depuis sa création, Airtel s'est inscrit dans un schéma dynamique d'offres et de prestations. C'est pourquoi, non seulement celles-ci sont nombreuses, mais aussi de meilleure qualité. Compte tenu de cette exigence de qualité et de fiabilité, nous nous efforçons d'offrir à nos clients des technologies de pointe (...) Ces technologies de pointe permettent à Airtel d'améliorer la qualité des services offerts d'une part, et d'optimiser la plateforme mobile par la création des nouveaux services innovants pour répondre aux attentes les plus exigeantes des clients », indique le Livre Blanc en prélude de la section « Les activités d'Airtel Gabon ».

Riche en chiffres aussi variés qu'intéressants, le Livre Blanc d'Airtel accorde également une place de choix à la contribution de l'opérateur à la croissance et au développement du Gabon. « Le secteur de la téléphonie mobile est devenu en quelques années d'activité, l'un des principaux contributeurs du pays. En 2008, sous l'appellation de Zain, notre entreprise a versé à l'Etat gabonais plus de 31 milliards de francs CFA au titre des droits de douane. La contribution d'Airtel en charges fiscales et parafiscales pour l'année 2011, s'élevait à près de 41 milliards de francs CFA, dont 40,4 milliards sans l'incorporation des charges publici-

taires. En dehors de cette contribution fiscale directe, les téléphones portables ont également engendré des bénéfices considérables aux communautés et aux petits commerces, en facilitant les échanges, en réduisant les délais de livraison », souligne le livre. En outre, l'entreprise revendique près de 50 milliards d'investissement au Gabon dans l'achat des équipements, la modernisation et l'expansion du réseau à travers le pays, soulignant qu'« un tel investissement n'est pas sans effet sur la croissance économique ».

Par ailleurs, le livre accorde un point d'honneur aux actions citoyennes de l'opérateur de téléphonie mobile. En effet, en tant qu'entreprise engagée, Airtel Gabon œuvre à « renforcer la communauté en se concentrant sur des initiatives qui soutiennent la santé, l'éducation et la culture ». La plus célèbre de ses actions est certainement « Airtel jeunes talents », bien connue des férus du ballon rond. « Dans le cadre de cette initiative qui vise les garçons comme les filles, des tournois régionaux et nationaux sont organisés. Au Gabon, 60% du cru des jeunes recrues de la fédé-

ration gabonaise de football est issu d'Airtel jeune talents », précise le Livre Blanc d'Airtel Gabon qui, sur un tout autre plan, fait état de la démarche volontariste de l'entreprise en termes de développement durable : « Intégrer le respect de l'environnement dans chacune de nos opérations est au cœur de notre démarche. Aussi, l'amélioration permanente de nos performances techniques, par l'installation de pylônes à l'intérieur du pays s'accompagne de l'instauration d'un dialogue continu avec les riverains (...) avec la mise en place d'une charte environnementale ». En publiant son Livre Blanc, Airtel Gabon a voulu combler un déficit informationnel patent car, selon elle, « beaucoup de personnes ignorent ce que nous faisons, et qui nous sommes réellement. Le secteur des télécommunications est en pleine révolution partout dans le monde. Par ses externalités positives sur les autres secteurs, il est aujourd'hui la figure de proue de la lutte contre le sous-développement. C'est ce rôle qu'Airtel entend jouer en Afrique de manière générale ».

SIBIE MINIBOU

Azur, meilleur réseau au Gabon selon l'Arcep

Le dernier audit effectué au sein des quatre opérateurs de téléphonie mobile a livré son verdict. Mené par l'Agence de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) et le cabinet spécialisé PMI Conseil, il révèle que l'opérateur Azur est le meilleur réseau du Gabon. Discrètement mais efficacement, l'opérateur arrivé dans le pays en 2009 et détenu à 75% par le groupe de Bahrein Bintel, a su faire son trou dans un marché que l'on disait pourtant saturé. Selon le dernier rapport de l'Arcep, Azur devance ses aînés Airtel, Gabon Telecom/Libertis et Moov en termes de service Voix à Libreville, Port-Gentil, dans les chefs-lieux de province et en zone rurale. « Le réseau Azur offre la meilleure accessibilité », indique le rapport, qui souligne par ailleurs que l'audit a mis en exergue une dégradation continue de la qualité de service, tout comme les cinq autres audits réalisés avant celui-ci depuis 2010, pour s'assurer que les opérateurs respectent bien un certain nombre de normes, allant de la couverture radio à la qualité sonore, en passant par la transmission, etc. Face à la persistance de ces manquements, l'Arcep réfléchit « pour savoir quelles sont dorénavant les mesures à prendre, en plus des sanctions financières », non sans prévenir que « dans les mois à venir, la problématique de la qualité des services va être résolue, régulée d'une autre manière ».



Jean Reste Moro,
Chef de service Produits & Services

« Chez Moov Gabon, la communication via BlackBerry n'est plus un luxe »

MOOV Gabon nourrit un rêve : vulgariser auprès du grand public la solution BlackBerry, réservée jusqu'ici à une certaine élite. Entretien avec Jean Reste Moro, Chef de service Produits & Services chez Moov Gabon, qui dévoile les grandes lignes de cette ambition.

Pouvez-vous nous présenter l'offre BlackBerry Moov et faire le point de la santé de cette solution ?

Moov Gabon a introduit sur le marché de la téléphonie gabonaise une Campagne BlackBerry mi-mars 2013. Celle-ci s'articule autour de 2 points essentiels. Le premier est la vente des terminaux. Chez MOOV Gabon, tout BlackBerry acheté est endossé d'une Sim Moov avec 300 francs CFA de crédit et un forfait mensuel BlackBerry. Depuis le début de la campagne, nous enregistrons de très bons résultats, en effet, le nombre de souscriptions aux forfaits BlackBerry a cru de 63% entre Mars et Avril 2013 (cf. graphe), ce qui laisse à croire, que les clients sont pleinement satisfaits de la qualité du service que nous mettons à leurs dispositions.

Il en est de même pour le nombre de nos utilisateurs. Le BlackBerry de MOOV Gabon, est dorénavant connu et agréé sur le marché de la téléphonie au Gabon. De ce fait notre organisation a pour ambition de ne ménager aucun effort pour être à l'écoute continue de notre clientèle de façon à offrir une expérience client de choix.

Quel sont les principaux avantages de cette offre pour vos clients ?

Chez Moov Gabon, la communication via

BlackBerry n'est plus un luxe. Nous offrons l'internet illimité, l'accès aux réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, BBM... avec seulement 690 CFA. Par ailleurs, pour chaque souscription, le client bénéficie de jour de gratuité en plus en fonction du forfait auquel il a souscrit. Ainsi l'activation du Forfait Jour vous donne droit à jour gratuit, tandis qu'avec le Forfait Hebdo, vous bénéficiez de 5 jours de gratuité en plus. Enfin, le Forfait Mois vous procure 15 jours gratuits en plus.

Votre solution BlackBerry va de pair avec des forfaits. Pouvez-vous nous les présenter ?

Comme je l'ai évoqué précédemment, nous avons effectivement 3 types de forfaits. Le premier est le Forfait Jour. Pour l'activer, il suffit d'envoyer le mot clé « J » au 701. L'activation coûte 690 francs CFA, le tarif le plus accessible du marché, et est valable 24 heures. Vient ensuite le Forfait Hebdo, dont la souscription se fait en envoyant le mot clé « H » au 730. D'une valeur de 4 500 francs CFA, ce forfait est valable 7 jours. Enfin, nous avons le Forfait Mois, auquel le client peut souscrire en envoyant le mot clé « M » au 730. D'une validité de 30 jours, cette solution ne coûte que 9 500 francs CFA.

Moov Gabon ambitionne aujourd'hui de rendre le plus accessible possible cette offre, considérée, à tort ou à raison, comme élitiste. Quelles sont les motivations de cette démarche et que fait votre structure pour y parvenir ?

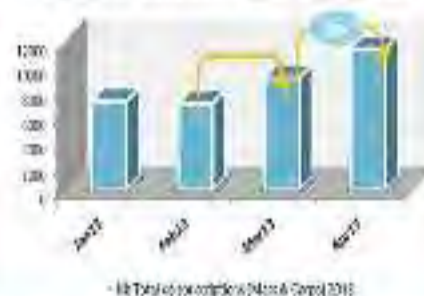
Avant tout, nous avons rendu la solution BlackBerry accessible à toutes les bourses, d'où l'introduction du forfait journalier le plus bas du marché. De plus, les forfaits s'activent à distance grâce à un mode de souscription simple. Par ailleurs, nous avons des professionnels dédiés disponibles et qui assistent nos utilisateurs dès que le besoin se présente. La vision de MOOV Gabon étant d'être proche de sa clientèle et de mettre à sa disposition des Produits & Services à la taille de souhaits de ces derniers, en conciliant également leurs budgets.

Avec le déploiement à venir de la technologie 3G notamment, l'avenir de l'offre BlackBerry s'annonce-t-il doré ? Au moins un BlackBerry pour chacun de ses clients, est-ce là le rêve secret de Moov Gabon ?

La 3G est effectivement une technologie qui améliore le quotidien de l'homme économique. Elle rendra plus fluide la consultation et l'envoi de mails, en passant par la navigation sur Internet, qui permet de rester connecté sur les réseaux sociaux tels que Facebook, iLlS, Twitter depuis un terminal BlackBerry ou tout autre Smartphone compatible GPRS/EDGE. Dans son Plan Stratégique du Gabon Émergent (PSGE), le président de la République tient à ce que cette technologie soit déployée dans tout le Gabon, d'ailleurs ! Nous constatons avec admiration, les travaux qui s'effectuent dans ce sens. À l'instar du gouvernement gabonais, et au moment du déploiement de cette technologie, MOOV Gabon a pour ambition de permettre à l'ensemble de ses abonnés de profiter des avantages offerts par la 3G. D'où, l'introduction sur le marché gabonais des campagnes visant à promouvoir l'utilisation des solutions BlackBerry et surtout rappeler aux nos utilisateurs, que Chez MOOV Gabon « communiquer avec un terminal BlackBerry, n'est plus un luxe ».

groupe
etisalat

Nb Total de souscriptions (Mas & Corps) 2013



Source : Direction des Services Informatiques MOOV Gabon



Les premiers pas du tourisme durable et responsable au Gabon

Développer le tourisme durable et responsable au Gabon, c'est l'ambitieux pari que s'est lancé la société Gaboneur avec «Cap Estérias Beach-Club». Découverte d'une destination porteuse.



Jouxtant la mer sur la baie d'Abaga, le « Cap Estérias Beach-Club » sera une résidence de loisirs aux normes 4 étoiles internationales, soit six immeubles comportant chacun 24 T2, 8 T3 Duplex et 1 villa d'attique VIP. Il s'agit d'un projet-pilote de développement touristique durable et responsable, respectueux de l'environnement au Gabon avec une architecture bioclimatique (puits de lumière, puits canadien, éclairage solaire des parties



communes intérieures et extérieures, éclairage respectueux des tortues marines, traitement des déchets solides et liquides, etc.) Cette résidence avec services est conçue pour répondre aux exigences du tourisme international et s'inscrit dans le cadre des normes ISO 9001 (Management de la Qualité), ISO 22000 (Gestion de la sécurité alimentaire), ISO 26000 (Responsabilité sociale et environnementale), ISO 51000 (Management de l'énergie) etc.

Selon le promoteur de la résidence, le Cabinet Gaboneur (Bureau d'étude et de développement touristique), « pour l'investisseur, elle répond à deux objectifs principaux : avec une plus-value immobilière importante à terme et une rentabilité croissante dans le cadre d'une gestion locative professionnelle en toute quiétude. En cas de dévaluation, les prix de vente et de location seront actualisés afin de compenser la variation du taux de change avec l'euro, trois formules d'investissement sont proposées : à la découpe, par étage, et par immeuble.

Par exemple, une première formule propose la vente à terme incluant un échancier lié à l'avancement des travaux sur 9 à 12 mois, appartements meublés et équipés avec kitchenette ; un parking et un box en option ; des services inclus (piscine, aire de jeux, tennis de table, réception, surveillance 24/24, parking, borne Wifi, chaînes câblées) ; des tarifs à la

Les premiers pas du tourisme durable et responsable au Gabon

carte (bar, restaurant, animation) ; des navettes routière et maritime entre le Cap Estérias Beach-Club et le centre-ville de Libreville et l'aéroport.

Par ailleurs, pour un tourisme durable, respectueux des hommes et de l'environnement, le « Cap Estérias Beach-Club » arbore une charte « qualité » dans laquelle il s'engage sur douze points : un hébergement bioclimatique de confort 4 étoiles, normalisé et accessible à tous ; une restauration de qualité, dans le respect d'une politique tarifaire très étudiée ; un service d'accueil pour vous aider à organiser votre séjour et à découvrir les richesses culturelles et touristiques ; une équipe de professionnels qualifiés et motivés par leur mission ; un contrôle permanent de la qualité de ses prestations ; l'enregistrement et la prise en compte des remarques et suggestions ; des espaces de détente et d'animation ; des activités culturelles, sportives ou artistiques variées ; la sûreté, la sécurité et la conformité des installations ; un contrat de réservation écrit qui garantit le respect des engagements pris pour l'organisation de séjours ; la prise en compte du développement durable dans leurs pratiques, avec notamment un contrôle permanent des consommations énergétiques et des déchets ; une démarche « Qualité » (ISO 9001), une gestion responsable de la sécurité alimentaire (ISO 22000), une démarche de « Responsabilité sociale et environnementale » (ISO 26000) et un « Management de l'énergie » (ISO 51000) orienté vers le BBC et, à terme, des bâtiments à énergie positive.

LA RÉDACTION



Pour ma santé et
celle de ma famille
je jette mes ordures entre
18H et 21H.
Ni avant, ni après

Unissons-nous pour une ville propre

Libreville BP. 12613

Tél : 72 14 06

Email : contact@sovog-gabon.com





Laissez nos expertises accroître votre développement

ACD holding réalise des Projets à forte valeur ajoutée, au Gabon et dans la sous région.

Nous mettons en œuvre toutes les expertises et les savoirs faire des secteurs du BTP,

de l'immobilier, de l'industrie, de la distribution, de l'informatique du mobilier et de l'ameublement.

Les sociétés spécialisées de la holding mettent à disposition de vos projets leurs équipes d'experts. Nous assurons la coordination, la réalisation et le suivi de ceux-ci, depuis leur conception jusqu'à leur livraison.



NOS METIERS

SGI BRICORAMA GPSI BCC BRICORAMA Meubles

Fabrication:
Dépouilles
Déchets PVC
Déchets d'eau

Distribution et vente aux
Professionnels &
Particuliers
Matériaux Construction
Ouvrages
Plomberie & Sanitaires
Electricité & Luminaire
Carrelage
Isolation
Produits blancs
Produits Bétons

Production et vente de
matériaux
L'acier-Arrière
Ouvrages
Matériaux
Stationnement
Fabrication
Prémixte
Production Auto-traitée
Moyens techniques

BTP
Travaux de
Construction
Construction
Construction
Construction
Construction
Construction
Construction
Construction

Distribution et vente de
Mobilier
Fabrication
Fabrication
Fabrication
Fabrication
Fabrication
Fabrication
Fabrication
Fabrication

LES SOCIETES DE LA HOLDING

- BRICORAMA Libreville
- BRICORAMA Port Gentil
- BRICORAMA Meubles
- SCI BEL ESPACE
- GPSI
- SGI
- B C C Building Construction Compagny

Dernières réalisations 2013

Batterie IV Office



Livraison clef en main des nouveaux locaux
OMS, UNESCO, FAO

LA GESTION DE PROJETS

Le Process ACD holding mis en œuvre pour la gestion de votre projet

nous permet de coordonner l'ensemble des corps d'état, d'assurer la planification et le suivi des chantiers.

Le respect de votre cahier des charges et des délais de livraison sont les objectifs prioritaires de nos équipes.

ACD HOLDING peut également vous proposer différents types de contrats d'exploitation et de services associés.



Pôle de Stockage de Barracuda

Complexe sécurisé de 44 entrepôts
à partir de 400 m2 disponibles à la location



Réalisations en cours

Résidence Les chalets de POG



La Résidence Batterie IV
Complexe Résidentiel



Le Sommet Batterie IV
Résidence de grand Standing



Résidence Le Sunset
Résidence de très grand standing
en front de mer



Livraison 2014/2015



CHIVAS

LIVE WITH CHIVALRY



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération